

# LA VEILLE JURIDIQUE

Centre de Recherche de la Gendarmerie Nationale

N° 131

Avril 2025

## EDITO

Cette *Veille juridique* est publiée quelques jours après les funérailles du pape François. Il n'est pas question ici de commenter cet événement sous un angle qui pourrait porter atteinte à la laïcité. On ne peut cependant passer sous silence un événement qui a une portée internationale, à la seule vue du nombre de chefs d'États qui se sont déplacés. Les forces de sécurité – nos camarades carabiniers en première ligne – auront fait face à un afflux considérable de personnes qui se sont massées sur la place Saint-Pierre, mais aussi tout au long du cortège qui a traversé Rome jusqu'à la Basilique Sainte-Marie-Majeure. De mémoire, je n'ai jamais observé un tel rassemblement pour des obsèques, les dernières funérailles nationales ayant eu

*(Suite page 2)*

**Edito**

lieu, en France, pour le Maréchal Juin, en 1968. Mais chacun aura pu mesurer le caractère extraordinaire de l'échange, au sein même de la Basilique Saint-Pierre, entre Donald Trump et Volodymyr Zelinsky. Nous étions habitués à des relations tendues, notamment au sein du Bureau ovale de la Maison-Blanche ; l'image transmise par tous les médias du monde est stupéfiante ! Ou bien il s'agit d'un « coup de communication » qui verra sanctionné le premier qui trahira l'espoir né de ces quelques instants, ou bien il s'agit de l'acte premier d'un retour vers la paix. Il est temps, en effet, que les armes se taisent à la frontière de l'Europe et que la démocratie l'emporte sur le totalitarisme. De l'issue du conflit dépendra le futur ordre mondial qui devra donner la primauté au droit sur la force.

Dans un autre registre, nous venons de connaître la 17<sup>e</sup> édition du Forum InCyber (FIC), avec une participation forte de la gendarmerie qui, ne l'oublions pas, est la fondatrice de l'événement. Le CRGN tenait un stand à côté de l'espace recherche au sein duquel les Chaires ont pu présenter leurs travaux. Notre Centre est intervenu à deux reprises, sur le calcul quantique et sur l'intelligence artificielle (IA) dans la gestion des essaims de drones. Gautier Filardo, *padre* de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale (AMGN), chercheur associé, a obtenu un franc succès auprès d'un auditoire passionné. Les lumières de Lille s'éteignent, celles du Creusot s'allument. Parce que les territoires ont du sens, nous avons décidé de décliner le Forum sur les territoires, sur le ressort de la Communauté urbaine Creusot Montceau qui s'inscrit dans le territoire d'industrie « Bourgogne Industrie ». Après avoir connu le déclin, le Creusot est en plein renouveau avec l'implantation d'industries de haute

**Edito**

technologie, avec des formations de pointe en IA et en robotique. Ce Forum, auquel la gendarmerie est naturellement associée, va être le lancement d'une démarche sur le long terme à laquelle notre Centre de recherche sera associé. Il y sera beaucoup question de la transposition de la directive européenne NIS2, en cours d'examen au sein du Parlement français. Nous aurons l'occasion de commenter son impact dans le droit français lors de prochaines éditions de notre *Veille juridique*.

Bonne lecture de notre *Veille* !

***Par le général d'armée (2S) Marc WATIN-AUGOUARD, rédacteur en chef de La Veille juridique***

**Le Centre de recherche de la gendarmerie nationale (CRGN) est agréé par l'administration fiscale au titre du mécénat d'entreprise pour la recherche, prévu notamment à l'article 238 bis du Code général des impôts. Ainsi, les versements au profit du CRGN ouvrent droit à une déduction d'impôts à hauteur de 60 % des dons effectués. Si vous êtes une entreprise, vous pouvez devenir partenaire du CRGN en nous contactant à l'adresse suivante :**  
**[crgn.amgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:crgn.amgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr)**



## SOMMAIRE

### Déontologie et sécurité

L'usage de la force armée dans la jurisprudence récente de la CEDH : l'affaire *Ghaoui c. France* du 16 janvier 2025..... [6](#)

### Droit de l'espace numérique

Peut-on vraiment contrôler la technologie IA ?..... [17](#)

Nature de l'adresse IP..... [33](#)

### Actualité pénale

Harcèlement sexuel..... [37](#)

Harcèlement moral institutionnel – Affaire France Télécom..... [41](#)

### Police administrative

Épilogue des violences à Sivens devant la Cour européenne des droits de l'Homme..... [50](#)

### Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée

La sécurité privée, une force au quotidien pour les maires : l'exemple des groupements résidentiels de sécurité..... [59](#)

### Droit de l'environnement

Des peines principales aux autres peines en matière d'atteintes à l'environnement. L'exemple de la pollution d'un cours d'eau par un déversement de lisier..... [70](#)



*Marc-Antoine GRANGER*

## **L'usage de la force armée dans la jurisprudence récente de la CEDH : l'affaire *Ghaoui c. France* du 16 janvier 2025**

En ce début d'année, trois arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) concernent l'usage de la force armée, en France, par les policiers et gendarmes nationaux dans des contextes opérationnels très différents les uns des autres, qu'il s'agisse d'un contrôle policier inopiné, d'une opération de maintien de l'ordre ou de l'interpellation d'un fugitif dangereux et retranché dans une dépendance d'un ancien corps de ferme. L'affaire *Ghaoui c. France* du 16 janvier 2025<sup>1</sup>, qui sera présentée dans le cadre de ces lignes, constitue le premier volet de ce triptyque jurisprudentiel. Les deux autres arrêts<sup>2</sup> seront abordés dans les prochaines chroniques des mois de mai et de juin.

En l'espèce, la scène aux conséquences « *dramatiques* »<sup>3</sup> s'est déroulée à Tours dans la nuit du 14 au 15 avril 2009. En entrant dans un parking de la ville, trois policiers de la brigade canine ont surpris deux individus au comportement suspect et ont décidé de procéder à un contrôle. À la vue des policiers, ces individus ont tenté de quitter les lieux précipitamment en montant dans leur véhicule.

---

1. CEDH, 16 janvier 2025, *Ghaoui c. France*, n° 41208/21.

2. CEDH, 27 février 2025, *Fraisse et autres c. France*, n°s 22525/21 et 47626/21, et CEDH, 6 mars 2025, *Garand et autres c. France*, n° 2474/21.

3. CEDH, 16 janvier 2025, *Ghaoui c. France*, § 115.

Déontologie et sécurité

C'est à cet instant que tout bascule, puisque M. Ryad Ghaoui, au volant de sa grosse cylindrée de marque Audi, a démarré de façon rapide pour se soustraire au contrôle, alors qu'un des policiers se trouvait devant son véhicule et qu'il lui avait intimé l'ordre de s'arrêter. Pour protéger son collègue en danger, qui sera d'ailleurs légèrement blessé à la jambe et au pied droits, un brigadier, alors situé sur le côté avant droit de l'Audi, a effectué un double tir, réalisé selon la technique dite « de double tap ». Une fois sortie du parking, la voiture s'est arrêtée cinquante mètres plus loin après avoir percuté un muret. Les policiers ont interpellé le conducteur, blessé par la seconde balle. *« Les médecins constatèrent une blessure à la moelle épinière d'une vertèbre, ainsi qu'une paraplégie totale des membres inférieurs (...). Selon le rapport du médecin légiste, le projectile était entré au niveau de son omoplate droite et s'était logé entre une côte et l'omoplate gauche »*<sup>4</sup>.

Sur le plan interne, trois contentieux distincts sont nés de cette affaire.

En premier lieu, il est apparu ultérieurement que, cette nuit-là, M. Ghaoui devait transporter des fonds trouvés dans son sac de sport – plus de cent vingt-cinq mille euros – dans le cadre d'un trafic de stupéfiants. Le 11 mai 2012, le tribunal correctionnel de Tours l'a ainsi condamné à une peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour des faits de trafic de stupéfiants et de participation à une association de malfaiteurs. Aucun appel de ce jugement n'a

---

<sup>4</sup>. *Ibidem*, § 9.

Déontologie et sécurité

jamais été formé.

En deuxième lieu, par un arrêt du 10 septembre 2020, la chambre de l'instruction de la Cour d'appel d'Orléans a prononcé un non-lieu au bénéfice du policier ayant ouvert le feu et a confirmé le renvoi du requérant devant le tribunal correctionnel pour refus d'obtempérer aggravé. En effet, pour la chambre de l'instruction, le policier « *a été contraint de tirer pour protéger son collègue, pouvant légitimement penser que celui-ci courait un grave danger pour son intégrité physique puisqu'il se trouvait sur la trajectoire d'un véhicule de grosse cylindrée qui démarrait en accélérant fortement face à lui et qui progressait en sa direction. (...) Dans ces conditions, (...) il a agi en état de légitime défense au sens de l'article 122-5 du code pénal, son action étant absolument nécessaire et proportionnée, conformément aux dispositions légales internes et conventionnelles* »<sup>5</sup>. Par un arrêt du 16 février 2021, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi dont elle avait été saisie, après avoir jugé qu'en retenant « *la légitime défense d'autrui (...), la chambre de l'instruction qui a répondu aux articulations essentielles du mémoire produit par la partie civile, a justifié sa décision* »<sup>6</sup>. Le 30 septembre 2021, le tribunal correctionnel de Tours a déclaré M. Ghaoui coupable du refus d'obtempérer aggravé et l'a condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis total.

En dernier lieu, M. Ghaoui a engagé une action en responsabilité de

---

<sup>5</sup>. *Ibid.*, § 53.

<sup>6</sup>. *Ibid.*, § 57.



**Déontologie et sécurité**

l'État pour déni de justice et faute lourde commis lors de l'instruction de l'affaire pénale<sup>7</sup>. Par un jugement du 11 mai 2022, le tribunal judiciaire de Paris a condamné l'État à verser à l'intéressé 5 400 euros pour préjudice moral causé par la longueur de l'instruction. Selon le tribunal, les expertises automobile, balistique et médicale complémentaires, ordonnées en toute fin de l'information judiciaire, auraient pu être organisées bien plus tôt. Le tribunal a relevé que ces retards ont prolongé l'instruction de dix-huit mois. En revanche, le tribunal judiciaire n'a pas fait droit aux autres demandes de l'intéressé, les défaillances alléguées dans la conduite des investigations n'étant pas établies. M. Ghaoui a interjeté appel du jugement, mais la Cour d'appel de Paris a prononcé la caducité de sa déclaration d'appel, faute pour ce dernier d'avoir produit des conclusions dans le délai imparti.

M. Ghaoui s'est aussi tourné vers la Cour de Strasbourg pour contester le non-lieu dont a bénéficié l'auteur des tirs. Le 6 août 2021, il a donc saisi la CEDH d'une requête dirigée contre la France en invoquant la violation de l'article 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CESDH), dans ses dimensions tant procédurales que matérielles. Précisons que l'applicabilité au litige de cet article, qui protège le droit à la vie, ne posait aucune difficulté dans la mesure où, selon la jurisprudence constante de la Cour, il peut être invoqué même en l'absence de décès, dès lors que la force armée utilisée est

---

<sup>7</sup>. Cette action a été engagée sur le fondement de l'article L. 141-1 du Code de l'organisation judiciaire.

Déontologie et sécurité

potentiellement meurtrière<sup>8</sup>, ce qui fut le cas ici. Par l'arrêt du 16 janvier 2025 rendu à l'unanimité, la Cour a écarté toute violation de l'article 2 de la Convention pour deux raisons : d'une part, il y a bien eu une enquête effective (I) et, d'autre part, l'usage de la force armée était « *absolument nécessaire* »<sup>9</sup> (II).

### I) Une enquête effective sur l'usage de la force armée

Le cadre juridique est connu : « *L'article 2 de la Convention impose aux autorités nationales l'obligation procédurale de mener une enquête effective sur les allégations de violation de son volet matériel (Armani Da Silva c. Royaume-Uni [GC], n° 5878/08, § 229, 30 mars 2016). D'une manière générale, pour qu'une enquête sur un homicide ou un emploi de la force potentiellement meurtrière commis par des agents de l'État soit effective, il faut que les personnes qui en sont chargées soient indépendantes des personnes impliquées ; l'enquête doit être adéquate dans le sens où elle doit permettre d'établir les faits, de déterminer si le recours à la force se justifiait ou non dans les circonstances, ainsi que d'identifier les responsables et, le cas échéant, de les sanctionner ; elle doit être menée avec une célérité et une diligence raisonnables ; enfin, la victime ou ses proches doivent être associés à la procédure dans toute la mesure nécessaire à la protection de leurs intérêts légitimes (ibidem, §§ 229-239). Ces paramètres, qui permettent d'apprécier le degré d'effectivité de*

---

<sup>8</sup>. Voir, par exemple, CEDH, 23 mai 2019, *Chebab c. France*, n° 542/13, § 51 à 60.

<sup>9</sup>. CEDH, 16 janvier 2025, *Ghaoui c. France*, § 115.

Déontologie et sécurité

*l'enquête, sont liés entre eux et ne doivent pas être appréciés séparément (mutatis mutandis, Mustafa Tunç et Fecire Tunç c. Turquie [GC], n° 24014/05, § 225, 14 avril 2015) »<sup>10</sup>.*

En l'espèce, la Cour a observé que :

- le requérant a eu suffisamment accès au dossier de l'affaire pénale ;
- le jour même des faits, une enquête de flagrance, ouverte d'office par le procureur de la République, a été confiée à la Direction interrégionale de police judiciaire (DIPJ) d'Orléans permettant de procéder à plusieurs actes d'investigation utiles réalisés de manière objective ;
- la DIPJ est indépendante de la Direction nationale de la sécurité publique (DNSP) dont relèvent les policiers de la brigade canine de police de Tours ;
- les allégations de partialité du premier juge d'instruction et du procureur ne sont pas étayées.

Surtout, la « *lenteur excessive, notamment dans le déroulement des expertises (...) a fait l'objet d'une indemnisation* »<sup>11</sup>, tandis que les « *défauts de l'enquête n'ont pas empêché, in fine, les autorités internes d'établir les faits essentiels de cette nuit aux conséquences tragiques pour le requérant et de déterminer si le recours à la force avait été absolument nécessaire et proportionné* »<sup>12</sup>. Sur ce dernier point, la Cour a considéré que, « *compte tenu du déroulement*

---

<sup>10</sup>. *Ibid.*, § 84 et 85.

<sup>11</sup>. *Ibid.*, § 97.

<sup>12</sup>. *Ibid.*, § 93.

Déontologie et sécurité

*extrêmement rapide des faits, en l'absence de témoins objectifs et extérieurs aux parties »<sup>13</sup>, il ne peut pas être reproché aux autorités internes de ne pas avoir été en mesure d'établir « le moment exact (avec une précision d'un dixième de seconde) du second tir par rapport à l'impact de la voiture sur la jambe [du policier blessé], et la trajectoire précise du véhicule de marque Audi immédiatement après le démarrage »<sup>14</sup>.*

Dans ces conditions, la Cour a conclu que « *cette enquête a été impartiale, indépendante, effective et adéquate* »<sup>15</sup>.

Après avoir écarté le grief tiré du non-respect de l'obligation procédurale découlant de l'article 2 de la Convention, la Cour a jugé que l'usage de la force armée était absolument nécessaire.

## II) Un usage de la force armée absolument nécessaire

En vertu du a) du paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention, le recours à la force potentiellement meurtrière doit être rendu « *absolument nécessaire* » pour « *assurer la défense de toute personne contre la violence illégale* ». Au titre de son contrôle, la Cour prend « *en considération non seulement les actes des agents de l'État ayant effectivement eu recours à la force, mais également l'ensemble des circonstances les ayant entourés, notamment le cadre juridique ou réglementaire en vigueur ainsi que leur*

---

<sup>13</sup>. *Ibid.*, § 94.

<sup>14</sup>. *Idem.*

<sup>15</sup>. *Ibid.*, § 97.

Déontologie et sécurité

*préparation et le contrôle exercé sur eux »<sup>16</sup>.*

Tout d'abord, M. Ghaoui ne contestait pas « l'existence en droit interne d'un cadre juridique et réglementaire adéquat relatif à l'usage des armes à feu et à l'organisation des contrôles policiers »<sup>17</sup>. Au demeurant, la Cour a déjà qualifié conforme à la Convention le cadre juridique français de la légitime défense prévu par l'article 122-5 du Code pénal<sup>18</sup>, repris par le 1° de l'article L. 435-1 du Code de la sécurité intérieure<sup>19</sup>.

Ensuite, la Cour a écarté comme inopérant « l'argument du requérant consistant à dire que les policiers auraient dû prendre en amont d'autres mesures, par exemple, barrer la sortie du parking »<sup>20</sup>. En ce sens, la Cour a précisé que l'opération n'était pas planifiée et que, « dans ces conditions, les policiers ont été obligés de réagir sans préparation spécifique préalable, d'autant plus qu'ils appartenaient à la brigade canine et non à la brigade anticriminalité »<sup>21</sup>.

---

<sup>16</sup>. *Ibid.*, § 101.

<sup>17</sup>. *Ibid.*, § 102.

<sup>18</sup>. CEDH, 4 septembre 2018, *Mendy c. France*, n° 71428/12, § 35.

<sup>19</sup>. Selon le 1° de l'article L. 435-1 du Code de la sécurité intérieure, « dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ou des insignes extérieurs et apparents de leur qualité, les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, outre les cas mentionnés à l'article L. 211-9, faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée, lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ».

<sup>20</sup>. CEDH, 16 janvier 2025, *Ghaoui c. France*, § 107.

<sup>21</sup>. *Id.*

Déontologie et sécurité

Enfin, au vu des circonstances de l'espèce, la Cour a considéré que, « même si le requérant était inconnu de la police, avait pris peur et n'était pas armé, sa conduite (...) pouvait raisonnablement être interprétée par [le policier auteur des coups de feu] comme indiquant qu'en dépit des avertissements, il allait percuter son collègue »<sup>22</sup>. Par ailleurs, et contrairement à ce que soutenait le requérant, la Cour a estimé que « les juridictions internes ont amplement discuté de la proportionnalité de l'usage de la force pour conclure que [le policier] avait agi en état de légitime défense et d'absolue nécessité, et qu'il pouvait donc faire usage de moyens appropriés – effectuer deux tirs – pour assurer la défense de son collègue »<sup>23</sup>. Pour la CEDH, « leurs conclusions à cet égard ne sont ni arbitraires ni manifestement déraisonnables, mais fondées sur une analyse complète et minutieuse des éléments de preuve recueillis »<sup>24</sup>. Certes, c'est le haut du corps du conducteur qui a été visé par le policier, mais la Cour a souligné que le reste du corps était abrité dans le véhicule et que les faits s'étant déroulés en l'espace de quelques secondes, un tir de sommation était difficile, sinon impossible<sup>25</sup>.

Finalement, la Cour a conclu « que l'usage de la force dans les circonstances de l'espèce, aussi dramatiques qu'en fussent les conséquences, n'a pas dépassé ce qui était "absolument nécessaire", et qu'il n'a pas été établi qu'une force inutilement

---

<sup>22</sup>. *Ibid.*, § 110.

<sup>23</sup>. *Ibid.*, § 113.

<sup>24</sup>. *Idem.*

<sup>25</sup>. *Ibid.*, § 108.

Déontologie et sécurité

*excessive a été employée »<sup>26</sup>.*

En définitive, cet arrêt illustre une tendance inquiétante qui met en danger trop souvent ceux qui nous protègent, à savoir les refus d'obtempérer. Dans son dernier rapport annuel d'activité, l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) indique qu'en 2023, *« l'utilisation d'un véhicule comme arme par destination a représenté 9,6 % des agressions visant les gendarmes et 30,5 % des agressions armées, ce qui la place au premier rang des moyens utilisés »<sup>27</sup>*. Pour garantir des contrôles professionnels, les formations à destination des forces de sécurité intérieure ne cessent de se multiplier et les méthodes d'intervention évoluent. Par exemple, dans ce même rapport, on peut lire que l'utilisation de dispositifs, tels que les herse et « stop-stick », doivent être privilégiés afin de contraindre les automobilistes qui refusent de s'arrêter, à s'immobiliser<sup>28</sup>. Il reste que, comme le rappelle classiquement et de façon réaliste la CEDH, *« bien qu'il soit souhaitable que de tels moyens soient répandus si l'on veut limiter progressivement le recours aux méthodes susceptibles d'entraîner la mort, établir une (...) obligation de principe – sans tenir compte des circonstances d'une affaire donnée – imposerait à l'État et à ses agents chargés de l'application des lois une charge irréaliste qui*

---

<sup>26</sup>. *Ibid.*, § 115.

<sup>27</sup>. IGGN. *Rapport annuel d'activité 2023*, p. 32.

<sup>28</sup>. *Ibid.*, p. 62.

Déontologie et sécurité

*risquerait de s'exercer aux dépens de leur vie et de celle d'autrui, eu égard notamment au caractère imprévisible de la nature humaine »<sup>29</sup>.*

---

<sup>29</sup>. CEDH, 16 janvier 2025, *Ghaoui c. France*, § 109. Par exemple, voir *mutatis mutandis*, CEDH, 19 mai 2022, *Bouras c. France*, n° 31754/18, § 61.



Droit de l'espace numérique

*Ysens de France*

## Peut-on vraiment contrôler la technologie IA ?

Depuis plusieurs années, l'intelligence artificielle (IA) s'impose comme un enjeu central dans les sphères technologiques, politiques et éthiques. Toutefois, la plupart des débats restent **centrés sur les usages sans toujours interroger la manière dont l'IA se diffuse, circule et s'approprie**. Or, cette question est essentielle pour appréhender l'IA dans sa nature propre — au-delà de ses seuls usages — et pour saisir la reconfiguration des équilibres de puissance qu'elle induit à l'échelle mondiale.

Contrairement à des technologies physiques, l'IA se caractérise par une accessibilité croissante, nourrie par trois propriétés fondamentales: sa **disponibilité** (les modèles peuvent être copiés, partagés, hébergés à distance), sa **réversibilité** (les capacités peuvent être détournées à des fins radicalement différentes), et sa **dualité** (ses usages s'étendent simultanément au civil et au militaire). Cette dualité est d'ailleurs renforcée par les États avec des approches dites intégrées pour laquelle les technologies émergentes développées pour des objectifs militaires – qu'il s'agisse d'architectures de modèles, de capteurs ou de capacités de calcul – profitent aux marchés civils, contribuant à structurer un écosystème unifié. Les infrastructures sont mutualisées, les ressources matérielles identiques, et les frontières fonctionnelles entre civil et militaire deviennent de plus en plus floues. L'évolution récente des politiques des entreprises technologiques témoigne de cette

## Droit de l'espace numérique

logique de stratégie intégrée, comme l'illustre OpenAI qui, en février 2024, a discrètement supprimé la clause interdisant les usages militaires dans ses conditions d'utilisation.

Dans ce contexte, l'IA devient un vecteur d'intimidation stratégique, désormais accessible à une pluralité d'acteurs. Le rapport *AI Index 2025* souligne que les performances des modèles ouverts concurrencent désormais celles des modèles propriétaires, tandis que les coûts d'accès au calcul ont chuté de manière spectaculaire<sup>1</sup>. Ces dynamiques favorisent une redistribution des leviers d'influence technologique, brouillant les lignes entre puissances établies et nouveaux entrants.

Pourtant, les instruments de contrôle existants, comme l'Arrangement de Wassenaar sur les biens à double usage, peinent à intégrer ces mutations. Pensés pour encadrer des objets physiques sensibles, ils s'avèrent peu adaptés aux réalités d'une technologie logicielle, modulaire et distribuée. L'IA circule par codes, par modèles, par collaborations ouvertes – bien plus difficilement traçables et maîtrisables.

---

<sup>1</sup>. Stanford University, *Human-Centered Artificial Intelligence, The 2025 AI Index Report*. Ce rapport met en évidence plusieurs tendances clefs qui illustrent une démocratisation accélérée de l'IA comme l'accessibilité croissante de l'IA (adoption massive par les organisations + intégration dans la vie quotidienne), l'abaissement des barrières à l'entrée (réduction drastique des coûts de calcul + des modèles plus petits mais tout aussi performants) et la diffusion rapide des modèles *open source*.

## **Droit de l'espace numérique**

Dès lors, il devient impératif de repenser les modalités de contrôle de ces technologies : non plus centrées sur l'objet lui-même, mais sur les conditions systémiques de sa production, de sa diffusion et de son usage. Un tel cadre de gouvernance ne peut cependant exister sans un accord international sur une question fondamentale : quelle est la véritable nature de la menace ? Est-elle incarnée par un État rival capable de prendre une avance décisive en IA – justifiant des logiques de sécurité nationale ? Ou bien la technologie elle-même, dans sa dynamique autonome et ses usages potentiellement incontrôlables, constitue-t-elle un danger existentiel – appelant une coopération globale ? Ce choix de lecture conditionne toute stratégie de maîtrise, entre souveraineté défensive et sécurité collective.

### **I) L'IA, outil d'intimidation stratégique**

**L'IA ne relève plus d'un usage stratégique ponctuel mais devient une arme de positionnement stratégique.**

La dissuasion repose sur un mécanisme clair : dissuader un adversaire d'agir en lui faisant comprendre que le coût de l'action serait supérieur à son bénéfice. Elle suppose donc un équilibre de la terreur fondé sur la transparence des capacités et la crédibilité de la riposte. À l'inverse, l'intimidation stratégique se caractérise par une forme d'incertitude : elle vise à créer une perception de vulnérabilité permanente chez l'adversaire, en brouillant les signaux, en jouant sur l'ambiguïté des intentions, et en s'appuyant sur des capacités difficilement vérifiables.

## Droit de l'espace numérique

L'IA, par sa nature même – opaque, en constante évolution, et difficilement accessible aux non-experts – se prête particulièrement à une logique d'intimidation diffuse, continue et non linéaire. Elle ne relève plus d'un usage stratégique ponctuel, mais participe à la construction progressive d'un climat d'incertitude, où la perception d'une supériorité technologique – parfois plus redoutée qu'effectivement démontrée – joue un rôle central. Dans ce contexte, l'intimidation repose sur l'entretien d'un flou stratégique permanent, qui transforme les règles classiques de la compétition. L'IA devient ainsi un vecteur de pression cognitive, instaurant un sentiment d'infériorité ou de vulnérabilité technologique chez les adversaires potentiels.

Frédéric Charillon, dans *Géopolitique de l'intimidation* (2025), précise que l'intimidation contemporaine ne repose plus uniquement sur des rapports de force militaires, mais sur une variété de leviers psychologiques, technologiques et symboliques visant à déstabiliser l'adversaire sans confrontation directe. Dans cette logique, l'IA devient une arme de positionnement stratégique, utilisée pour renforcer l'influence perçue, semer le doute, et affirmer une avance technologique qui devient un outil de domination cognitive. Elle crée un déséquilibre diffus, où l'incertitude devient une arme à part entière.

Ce nouveau théâtre d'intimidation repose ainsi sur trois dynamiques concrètes :

1. **L'ambiguïté stratégique des grandes puissances** : La Chine et les États-Unis mettent en avant des capacités d'IA militaire ou de

## Droit de l'espace numérique

surveillance sans nécessairement les rendre transparentes, créant ainsi un halo de supériorité technologique. Les démonstrations publiques de drones autonomes, de robots militaires ou de systèmes de renseignement automatisés participent à une stratégie d'effet psychologique plus que tactique. Des simulations militaires réalisées en 2023 par le RAND Corporation ont montré que la perception d'un écart technologique en IA pouvait amener certains États à réviser leurs doctrines de riposte anticipée, par peur d'être pris de vitesse dans le cycle de décision<sup>2</sup>.

**2. La compétition algorithmique invisible :** Les capacités offensives de l'IA (cyberattaques assistées, manipulation de l'information, domination cognitive dans les conflits hybrides) sont difficiles à détecter et encore plus à attribuer. Cela permet d'intimider sans provoquer, en instaurant une peur latente de l'intrusion ou du sabotage algorithmique.

**3. La mise en scène de la puissance computationnelle :** Les annonces de méga-modèles par OpenAI, Google DeepMind ou DeepSeek, les classements de supercalculateurs, ou les comparaisons de *compute budget*<sup>3</sup> alimentent une compétition

---

<sup>3</sup>. Le *compute budget* désigne la quantité de ressources de calcul allouée à une tâche, un projet, une application ou un utilisateur, sur une période donnée. Cela peut inclure la puissance de calcul (CPU, GPU, TPU), la durée d'utilisation de ces ressources, la consommation énergétique associée ou une limite financière fixée sur l'usage du calcul. Il fonctionne comme une enveloppe de calcul – souvent mesurée en FLOPs, heures GPU/CPU, ou crédits *cloud* – à ne pas dépasser.

<sup>2</sup>. BLACK, James, EKEN, Mattias, PARAKILAS, Jacob, *et al.* « *Strategic competition in the age of AI* ». RAND Corporation, Septembre 2024.

## Droit de l'espace numérique

perceptuelle qui joue autant sur la communication que sur la réalité technique. L'intimidation devient cognitive.

Ainsi, l'IA est instrumentalisée comme multiplicateur de doute et s'inscrit dans la nécessité de « *gagner la guerre avant la guerre* »<sup>4</sup>. L'IA devient instrument de nouvelles formes de signalement stratégique : capacités déclarées mais non démontrées, ruptures annoncées mais non visibles, effets d'annonce algorithmique<sup>5</sup>. Ce brouillage volontaire montre que l'intimidation passe aujourd'hui par la capacité à scénariser, visibiliser ou au contraire dissimuler les avancées. Dans ce contexte, l'IA devient une matière stratégique à forte valeur de signalement, elle est une arme tactique d'influence.

Un exemple révélateur est celui de la Chine et de ses annonces autour de l'IA militaire. En 2023, plusieurs médias chinois, relayés par des think tanks comme le *China Aerospace Studies Institute*, ont présenté des démonstrations de drones autonomes en essaim ou d'IA capables de battre des pilotes humains en simulation de combat aérien<sup>6</sup>. Ces démonstrations, largement médiatisées, n'ont

---

4. BURKHARD, Thierry. Discours lors d'une conférence dont le thème était « Confrontations et recompositions stratégiques », Chaire Grands enjeux stratégiques contemporains, La Sorbonne, 22 janvier 2024.

5. FAYET, Héloïse, JONNEKIN, Alexandre, BACHELIER, Jérémy, RENAUD, François. Le signalement stratégique : un levier pour la France dans la compétition entre puissances ? *Focus stratégique*, n° 119, IFRI, 2024.

6. CHEN, Stephen. « AI Pilot beats human in landmark real-life dogfight, Chinese military researchers report ». *South China Morning Post*, 2 mars 2023.  
Voir aussi : WONG, Hayley. « Swarming drones and counter-drone systems dazzle at China's Zhuhai air show ». *South China Morning Post*, 14 novembre 2024.

## Droit de l'espace numérique

pas été suivies de validations techniques transparentes, mais ont eu pour effet de susciter un effet d'intimidation technologique, renforçant l'idée que la Chine pourrait rapidement dominer le champ de la guerre algorithmique. Ce type de mise en scène technologique, même partiellement spéculative, alimente un climat d'incertitude stratégique et influence les choix d'investissement et de posture des adversaires potentiels.

Cette nouvelle grammaire de puissance se déploie non seulement à travers des capacités technologiques, mais surtout par la maîtrise des régulations, des standards, et des imaginaires attachés à l'IA. L'article de Karim Benyekhlef et Jie Zhu, *La géopolitique de l'intelligence artificielle*, régulation et puissance souligne que l'IA, comme norme projetée dans l'ordre international, devient un outil d'influence autant qu'un artefact militaire ou économique.

Cette dynamique d'intimidation stratégique trouve une résonance directe dans les discussions menées depuis 2013 au sein de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) des Nations unies, autour des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA). Ces discussions, toujours en cours, posent la question de savoir si une IA embarquée dans un système militaire peut constituer une arme conventionnelle au sens du droit international. Les débats ne se limitent pas aux usages : ils interrogent la nature même de la technologie, sa responsabilité, son autonomie, et son intégration dans les chaînes de commandement.

La France a défendu, avec d'autres partenaires européens, une

## Droit de l'espace numérique

approche dite « two-tier », distinguant les systèmes totalement autonomes, qui pourraient faire l'objet d'interdictions ou de limitations strictes, et les systèmes partiellement autonomes, qui nécessitent une gouvernance humaine renforcée. Cette approche reconnaît implicitement que l'IA devient un vecteur de puissance conventionnelle, tout en appelant à une régulation fondée sur la préservation d'un contrôle humain significatif.

Ainsi, loin d'être seulement une technologie civile, l'IA se positionne désormais au cœur des équilibres stratégiques, comme vecteur d'intimidation, comme arme conventionnelle émergente, et comme catalyseur de nouvelles formes de puissance cognitive et normative.

Dans cette perspective, l'intimidation stratégique par l'IA ne repose pas uniquement sur la possession de capacités techniques avancées, mais sur leur *mise en scène*, leur *exploitation cognitive* et leur *instrumentalisation symbolique*. Elle modifie profondément la grammaire des relations internationales, en substituant à la logique de la dissuasion nucléaire celle d'une compétition algorithmique fondée sur l'ambiguïté, la vitesse et la perception. C'est cette mutation du pouvoir stratégique qui rend d'autant plus urgente la réflexion sur la maîtrise de la diffusion de l'IA.



**Droit de l'espace numérique**

## **II) De nouvelles modalités de contrôle à l'exportation**

**L'IA oblige à repenser les modalités de contrôle sur le pilotage des conditions de production, de diffusion et d'usage de cette technologie.**

Dans ce contexte de compétition stratégique accrue, la maîtrise de la diffusion de l'intelligence artificielle ne peut se réduire à une logique défensive ou purement réactive. Elle implique une refonte des instruments classiques de contrôle, notamment ceux relatifs à l'exportation des technologies sensibles. Face à une IA duale, modulable et distribuée, de nouveaux cadres normatifs émergent, s'efforçant d'anticiper les risques de prolifération algorithmique tout en préservant les équilibres économiques et scientifiques.

Ainsi, le rapport *Superintelligence Strategy*<sup>7</sup> propose une approche structurée par niveaux de capacité et insiste sur l'importance de surveiller les conditions de création des systèmes d'IA – infrastructures, talents, puissance de calcul – plutôt que de contrôler uniquement les modèles eux-mêmes. Les auteurs recommandent ainsi une approche en couches, combinant trois formes de sécurité.

---

<sup>7</sup>. HENDRYCKS, Dan, SCHMIDT, Eric, WANG, Alexandr. *Superintelligence Strategy Expert Vision*, 2024.

## Droit de l'espace numérique

### A. La sécurité de l'information

La sécurité de l'information dans le domaine de l'IA vise à prévenir la fuite ou la divulgation non autorisée de poids de modèles et d'idées de recherche stratégiquement sensibles. Les poids, paramètres numériques ajustés lors de l'entraînement d'un modèle, déterminent le comportement d'un réseau de neurones. Ils encapsulent la connaissance acquise par le modèle et sont essentiels à son fonctionnement. La possession non autorisée de ces poids peut permettre à des acteurs malveillants de manipuler l'IA à des fins nuisibles, telles que la suppression de protections ou l'augmentation de ses capacités dans des domaines sensibles. La protection des poids des modèles est centrale dans la stratégie américaine sur la diffusion de l'IA de 2025<sup>8</sup>.

Pour protéger ces actifs critiques, le rapport *Superintelligence Strategy* propose plusieurs mesures :

- cloisonnement des environnements de recherche ;
- détection de comportements suspects : surveiller les activités inhabituelles, telles que la fuite de journaux (*logs*), qui pourraient indiquer une tentative de vol de poids ;
- audit de sécurité des outils de collaboration et de stockage de code : vérifier régulièrement la sécurité des plateformes utilisées pour le développement collaboratif et le stockage du code source ;

---

<sup>8</sup>. HEM, Lennart. « *Understanding the Artificial Intelligence Diffusion Framework* », RAND Corporation, février 2025.

## Droit de l'espace numérique

– utilisation de *red teams* spécialisées en cybersécurité IA : faire appel à des équipes d'experts pour tester la robustesse des systèmes et identifier les vulnérabilités potentielles. Par exemple, Microsoft a mis en place une *AI Red Team* dédiée depuis 2018, composée d'experts en apprentissage automatique, en cybersécurité et en ingénierie sociale, pour identifier les vulnérabilités des systèmes d'IA et proposer des solutions appropriées<sup>9</sup>. Un cadre qui devra, par ailleurs, s'adapter aux capacités des agents IA afin d'avoir le niveau de contrôle et de mesures de sécurité appropriées<sup>10</sup>.

### B. La sécurité de calcul

La sécurité du calcul dans le domaine de l'IA repose sur une maîtrise rigoureuse des ressources matérielles et des infrastructures nécessaires à l'entraînement de modèles puissants. Cela implique un contrôle strict de l'accès aux puces avancées, telles que les NVIDIA A100/H100, et une surveillance des capacités de calcul *via* des seuils FLOPs déclaratifs. Des mesures techniques, comme l'authentification des utilisateurs (*KYC compute*) et le traçage de la puissance de calcul employée, sont proposées pour garantir l'intégrité et la transparence des opérations, notamment à travers

---

<sup>9</sup>. HAY NEWMAN, Lily. « Microsoft's AI Red Team Has already made the case itself », *Wired*, 7 août 2023.

<sup>10</sup>. KORBAK, Tomek, BALESNI, Mikita, SHLEGERIS, Buck. *et al.* « How to evaluate control measures for LLM agents? A trajectory from today to superintelligence ». Cornell University, 2023, 28 p.

## Droit de l'espace numérique

des audits croisés entre fournisseurs d'énergie et opérateurs.

Parallèlement, la relocalisation des espaces de calcul devient un enjeu stratégique majeur. Les exigences de localisation des données, souvent motivées par des considérations de souveraineté et de sécurité nationale, conduisent au rapatriement des infrastructures technologiques sur les territoires nationaux. Comme le soulignent Karim Benyekhlef et Jie Zhu, ces exigences peuvent prendre diverses formes, allant du stockage obligatoire des données sur le territoire national à des restrictions sur leur transfert transfrontalier, impactant ainsi la configuration du cyberspace et la gouvernance des données<sup>11</sup>.

Deux projets emblématiques illustrent cette dynamique :

Dans le cadre du « Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle », la France a annoncé la création de 35 centres de données pour accélérer le développement de l'IA. Ces initiatives visent à renforcer la souveraineté numérique du pays en assurant que les données sensibles soient traitées localement, tout en stimulant l'innovation et l'économie numérique nationale.

Lancé en janvier 2025, le projet *Stargate* est une initiative conjointe d'OpenAI, SoftBank, Oracle et MGX, avec un investissement prévu de 500 milliards de dollars dans l'infrastructure d'IA aux États-Unis

---

<sup>11</sup>. BENYEKHELF, Karim, ZHU, Jie. La géopolitique de l'intelligence artificielle : régulation et puissance. *Lex-Electronica*, vol. 29, n° 1, 2024.

## **Droit de l'espace numérique**

d'ici 2029. Ce projet vise à construire une série de centres de données dédiés à l'IA, renforçant ainsi la capacité du pays à développer et déployer des technologies avancées tout en assurant le contrôle sur les ressources critiques.

Ces initiatives reflètent une tendance mondiale vers la consolidation des capacités de calcul au sein des frontières nationales, motivée par des considérations de sécurité, de souveraineté et de compétitivité économique. Elles soulignent l'importance d'une approche équilibrée qui garantit la sécurité du calcul tout en favorisant l'innovation et la collaboration internationale.

### **C. La sécurité des systèmes d'IA**

La sécurité des systèmes d'IA synthétise ces dimensions et les articule à des normes plus transversales de traçabilité, de documentation technique, d'auditabilité et de mesures de réaction en cas de défaillance. Elle s'impose aujourd'hui comme le cœur d'un nouveau paradigme de contrôle, fondé non plus sur la seule surveillance des objets technologiques (comme dans les logiques classiques de régulation des biens à double usage), mais sur le pilotage des conditions de production, de diffusion et d'usage des technologies d'IA.

Un exemple emblématique de cette évolution est la publication en janvier 2025 par le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) des États-Unis du *Framework for Artificial Intelligence Diffusion*<sup>12</sup>. Cette réglementation impose des contrôles stricts sur l'exportation, la

## Droit de l'espace numérique

réexportation et le transfert des circuits intégrés informatiques avancés et des poids de modèles d'IA avancés. Toute exportation vers des utilisateurs finaux, indépendamment du pays de destination, est soumise à une licence. Des exigences de cybersécurité, de sécurité physique, de sécurité de la chaîne d'approvisionnement et du personnel sont imposées aux utilisateurs finaux validés. Cette politique s'inscrit dans une logique de sécurisation systémique, pensée pour limiter les fuites technologiques sans recourir à des mesures cinétiques.

Cette réglementation reflète une nouvelle méthode de contrôle fondée sur la standardisation et la gouvernance, s'inscrivant dans une logique d'assurance qualité. Elle impose des exigences de cybersécurité, de sécurité physique, de sécurité de la chaîne d'approvisionnement et du personnel aux utilisateurs finaux validés. Cette approche systémique vise à limiter les fuites technologiques sans recourir à des mesures coercitives, en instaurant des mécanismes de surveillance et de contrôle post-déploiement pour réagir en cas de dysfonctionnements.

**En somme, le contrôle des systèmes d'IA évolue vers une approche holistique, intégrant des normes de gouvernance et des mécanismes d'assurance qualité pour garantir la maîtrise et la**

---

**12.** INDUSTRY AND SECURITY BUREAU. Framework for Artificial Intelligence Diffusion. *Federal Register*, vol. 90, n° 9, 15 janvier 2025. Disponible sur: <https://www.federalregister.gov/documents/2025/01/15/2025-00636/framework-for-artificial-intelligence-diffusion>

## Droit de l'espace numérique

### sécurité des technologies avancées.

Dans l'Union européenne, plusieurs initiatives sont en cours pour adapter les contrôles à l'exportation aux nouvelles réalités technologiques. Cependant, ces efforts n'intègrent pas encore pleinement les spécificités de l'IA, notamment en ce qui concerne les poids de modèles, les capacités de calcul avancées et les risques de prolifération algorithmique. Cette lacune reflète la complexité inhérente à l'IA, qui soulève à la fois des préoccupations de sécurité nationale – qualifiée par certains d'« *hydre à mille têtes* »<sup>13</sup> en raison de ses multiples facettes – et la nécessité d'une gouvernance mondiale pour renforcer les mécanismes de contrôle.

Ce dilemme rappelle les débats survenus à l'aube de l'ère nucléaire. Après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis se sont interrogés sur la manière de gérer leur monopole nucléaire. Deux visions s'opposaient :

- la perspective de la sécurité nationale, défendue par James Byrnes, prônait la conservation du monopole nucléaire pour maintenir une position de force face à l'Union soviétique ;
- la perspective de la sécurité mondiale, soutenue par Henry Stimson, suggérait que le secret entourant l'arme nucléaire inciterait d'autres nations à développer leurs propres arsenaux,

---

<sup>13</sup>. BENYEKHEF, Karim, ZHU, Jie. La géopolitique de l'intelligence artificielle : régulation et puissance. *Lex-Electronica*, vol. 29, n° 1, 2024, p. 94..

**Droit de l'espace numérique**

augmentant ainsi le risque d'une course aux armements.

Pour concilier ces positions, le président Truman chargea Dean Acheson et David Lilienthal de rédiger un rapport sur le contrôle international de l'énergie atomique. Le rapport Acheson-Lilienthal, présenté en mars 1946, proposait la création d'une Autorité de développement atomique internationale, qui détiendrait et gèrerait tous les matériaux fissiles, en les distribuant aux nations uniquement pour des usages pacifiques. Ce rapport reconnaissait que le secret et la méfiance entre nations pourraient conduire à une course aux armements, mettant en péril la sécurité mondiale.

Cependant, lors de la présentation du plan aux Nations unies, des modifications introduites par Bernard Baruch, telles que des sanctions automatiques et des inspections intrusives, furent jugées inacceptables par l'Union soviétique, qui rejeta la proposition.

Transposée à l'IA, cette réflexion met en lumière un dilemme similaire : faut-il considérer la menace comme provenant d'un adversaire potentiel maîtrisant l'IA avant les autres, ou la technologie elle-même représente-t-elle un risque existentiel nécessitant une gouvernance mondiale ? La réponse à cette question déterminera si les nations privilégient des stratégies techno-nationalistes ou s'engagent dans des partenariats internationaux fondés sur la confiance et des visions communes de la technologie.



Droit de l'espace numérique

*Général d'armée (2S) Marc Watin-Augouard*

**JURISPRUDENCE JUDICIAIRE**

**Nature de l'adresse IP**

*Cour de Cassation, Chambre sociale, n° D 23-13.159, 9 avril 2025*

**Les adresses IP (*Internet Protocol*), qui permettent d'identifier indirectement une personne physique, sont des données à caractère personnel, au sens de l'article 4 du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Leur collecte par l'exploitation d'un fichier de journalisation constitue un traitement de données à caractère personnel qui n'est licite que si la personne concernée y a consenti.**

La Cour a été saisie par un pourvoi contestant un arrêté de la Cour d'appel d'Agen, chambre sociale. Un salarié a été licencié pour faute grave. Ce licenciement a été justifié par la production d'un constat d'huissier faisant état d'informations provenant des fichiers de journalisation et de leur recoupement avec les messages envoyés de l'adresse IP attribuée au salarié. La Cour d'appel retient que l'adresse IP n° 172.25.11.3 n'est pas attribuée par un fournisseur d'accès à Internet (adresse IP dynamique) ; c'est une adresse IP de classe B qui correspond à une adresse de réseau local et qui n'a pas lieu d'être déclarée à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) parce qu'elle n'identifie que des périphériques dans le réseau local et non une personne physique. Elle ajoute qu'elle ne contient

## **Droit de l'espace numérique**

aucune donnée personnelle et qu'elle identifie seulement un ordinateur.

En utilisant comme preuve le traitement d'une adresse IP, la Cour d'appel a-t-elle violé le droit ? La Cour de cassation répond de manière affirmative en considérant que l'adresse IP analysée sur le journal des *logs* est une donnée à caractère personnel. Selon l'article 5 du RGPD, les données à caractère personnel doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (licéité, loyauté, transparence) et collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités.

Selon l'article 6 § 1, le traitement n'est licite que dans la mesure où la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques. En l'espèce, il aurait fallu déclarer le traitement à la CNIL.

### **Un arrêt dans la continuité de la jurisprudence relative à l'adresse IP**

Cet arrêt confirme une jurisprudence déjà ancienne sur la nature de l'adresse IP. La Cour de justice de l'Union européenne a eu l'occasion de trancher la question de l'adresse IP « dynamique » (CJUE Breyer 19 octobre 2016, C-582/14). Cette adresse temporaire d'un utilisateur consultant un site Internet est conservée par l'exploitant du site. Celui-ci n'a pas les informations nécessaires pour identifier lui-même l'utilisateur, celles-ci étant détenues par le fournisseur

**Droit de l'espace numérique**

d'accès à Internet (FAI), lui seul ayant la possibilité de faire le lien entre l'abonné et l'adresse IP. La CJUE considère que l'adresse IP dynamique est une donnée à caractère personnel.

Selon le considérant 26 de la directive 95/46/CE (qui a précédé le RGPD), une donnée à caractère personnel peut être une information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement. La Cour précise que *« pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer l'ensemble des moyens susceptibles d'être raisonnablement mis en œuvre, soit par le responsable du traitement, soit par une autre personne, pour identifier la personne. [...] Une adresse de protocole Internet dynamique enregistrée par un fournisseur de services de médias en ligne à l'occasion de la consultation par une personne d'un site Internet que ce fournisseur rend accessible au public constitue, à l'égard dudit fournisseur, une donnée à caractère personnel [...], lorsqu'il dispose de moyens légaux lui permettant de faire identifier la personne concernée grâce aux informations supplémentaires dont dispose le fournisseur d'accès à Internet de cette personne »*.

Quelques jours plus tard, la chambre civile de la Cour de Cassation (Cass. civ. 3 novembre 2016, n° 15-22.595) statue sur une affaire opposant deux groupes immobiliers concurrents. La victime a constaté la connexion sur son réseau informatique interne d'ordinateurs extérieurs au groupe, mais faisant usage de codes d'accès réservés aux administrateurs de son site Internet. Elle a obtenu du juge des requêtes une ordonnance faisant injonction à divers fournisseurs d'accès à Internet de lui communiquer les identités des titulaires des adresses IP utilisées pour les connexions

**Droit de l'espace numérique**

litigieuses. Pour la Cour, une adresse IP n'est pas directement liée à une personne mais à une machine, à un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès. Mais on peut indirectement remonter à la personne. *« Les adresses IP, qui permettent d'identifier indirectement une personne physique, sont des données à caractère personnel, de sorte que leur collecte constitue un traitement de données à caractère personnel et doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la CNIL. »*

Plus récemment, la chambre sociale a confirmé la position de la chambre civile (Cour de cassation, Chambre sociale, 25 novembre 2020, 17-19.523) : *« Les adresses IP, qui permettent d'identifier indirectement une personne physique, sont des données à caractère personnel, au sens de la loi Informatique et Libertés ».*

L'arrêt du 9 avril 2025 confirme donc une jurisprudence désormais bien établie. Le traitement d'adresses IP en vue d'établir une preuve ne peut être légal que s'il a été déclaré à la CNIL et que si le consentement de la personne a été recueilli, ce qui est plus facile lorsque la personne soupçonnée appartient à l'entreprise, la mesure pouvant être incluse dans la charte informatique. Elle est néanmoins plus incertaine dès lors qu'il s'agit d'un tiers. Dans le cas de la connexion frauduleuse sur le site interne d'un concurrent, la voie pénale aurait sans doute été plus opérante.

Actualité pénale

*Claudia Ghica-Lemarchand*

## HARCÈLEMENT

### Harcèlement sexuel

*C. Cas. Crim., 12 mars 2025, n° 24-81644*

Un maître de conférences à l'Université de Haute-Alsace est poursuivi pour des faits de harcèlement sexuel par personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions au préjudice de quinze étudiants. Le Président de l'Université a effectué un signalement sur le fondement de l'article 40 du Code de procédure pénale pour des propos et attitudes sexistes et dénigrants se produisant pendant les cours, mais ne visant pas une personne en particulier. Le tribunal correctionnel l'a déclaré coupable du délit reproché, condamné à douze mois d'emprisonnement avec sursis et trois ans d'interdiction d'exercer l'activité professionnelle d'enseignant et s'est prononcé sur les intérêts civils en faveur de l'Université de Haute-Alsace. La Cour d'appel contredit cette appréciation et relaxe l'enseignant à l'égard de quatorze étudiants, maintenant la condamnation à l'égard d'un seul d'entre eux. Sur pourvoi, seul le moyen formulé par l'Université est considéré par la Cour de cassation et il porte sur la définition du harcèlement sexuel. La Chambre criminelle prononce une cassation sur la définition du délit, mais ne remet pas en cause la relaxe prononcée à l'égard de l'enseignant, seuls les intérêts civils sont à reconsidérer par la Cour d'appel de renvoi.

Actualité pénale

Le harcèlement sexuel est défini à l'article 222-33 du Code pénal, article totalement réécrit à la suite de la déclaration d'inconstitutionnalité avec effet immédiat prononcée par le Conseil constitutionnel le 4 mai 2012, sur le fondement de la méconnaissance du principe de légalité des délits et des peines. En effet, les éléments constitutifs du délit n'étaient plus définis avec suffisamment de précision depuis que la loi du 17 janvier 2002 avait supprimé la liste des moyens (*« en donnant des ordres, proférant des menaces, imposant des contraintes ou exerçant des pressions graves »*), ainsi que le contexte de l'infraction (*« par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions »*). Le harcèlement sexuel était défini simplement comme le fait de *« harceler dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle »*, manquant aux exigences de clarté et de précision de la loi pénale.

Afin de combler le vide juridique, la loi du 6 août 2012 a introduit une définition détaillée des éléments constitutifs visant à la fois le comportement de l'auteur, ainsi que les circonstances environnantes : *« Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante »*. La définition est restée stable, la loi du 3 août 2028 ajoutant seulement la connotation *« sexiste »* au comportement incriminé. Si l'infraction reste rattachée légalement à la catégorie des agressions sexuelles, elle est aujourd'hui éminemment une atteinte à la dignité de la personne plus qu'à sa liberté sexuelle. Punie en raison des effets produits à l'égard de la victime, l'infraction met l'accent sur la répétition du

Actualité pénale

comportement pour se montrer fidèle à son inspiration étymologique. La loi de 2012 assimile au harcèlement sexuel un comportement unique « *même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers* », où la gravité de l'acte isolé compense le défaut de répétition. Cette définition légale met l'accent sur la pluralité d'actes de harcèlement, mais ils ont des protagonistes uniques – soit l'auteur, soit la victime.

La loi du 3 août 2018 a procédé à une modification importante de l'article 222-33 en prenant en compte de nouveaux comportements infractionnels commis en groupe. Plus particulièrement commis en ligne, en tirant bénéfice du média d'Internet, des réseaux sociaux, de l'anonymat, les auteurs agissent « *en meute* » dans un déferlement d'insultes ou de menaces scabreuses. Si le comportement correspond dans son inspiration au harcèlement sexuel, il n'en remplit pas les conditions légales. Chaque personne commet un acte isolé, l'absence de répétition ne permet pas de caractériser le harcèlement sexuel 222-33 I. L'acte isolé ne constitue pas non plus « *une pression grave* » pour être assimilé au harcèlement sexuel au sens de l'article 222-33 II. La loi du 3 août a choisi de prendre en compte la répétition des actes de harcèlement par des personnes différentes, qu'elles agissent de façon concertée (« *lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée* ») ou non (« *lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs*

**Actualité pénale**

*personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition »). Ainsi, la pluralité d'auteurs compense l'absence de pluralité d'actes de harcèlement pour permettre l'appréhension pénale du comportement.*

L'arrêt rendu par la Chambre criminelle le 12 mars 2025 est novateur et propose une évolution intéressante du harcèlement, s'inscrivant dans le sens de son élargissement noté depuis la loi de 2012. En effet, la Cour d'appel avait refusé la qualification pénale « *en s'attachant seulement à la répétition des actes directement commis à l'égard de chacune des victimes, sans rechercher si en s'adressant à une assemblée d'étudiants le prévenu n'avait pas imposé ses propos et comportements à connotation sexuelle à chacun d'eux à titre personnel* ». L'arrêt constate qu'aucun étudiant n'a été directement visé par les propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste du prévenu qui étaient « *adressés à la cantonade lors de cours ou de séances de travaux dirigés* ». Le pourvoi conteste cette vision restrictive du harcèlement en considérant que le prévenu « *a imposé, directement ou indirectement, à l'ensemble des étudiants devant lesquels il officiait des propos ou comportements à connotation sexuelle, créant à leur égard un environnement hostile et offensant, se traduisant chez plusieurs d'entre eux par des incapacités totales de travail* ».

La Cour de cassation va encore plus loin dans son analyse puisqu'elle affirme : « *Des propos à connotation sexuelle ou sexiste adressés à plusieurs personnes, ou de tels comportements adoptés devant plusieurs personnes, sont susceptibles d'être imposés à chacune*



**Actualité pénale**

*d'entre elles* ». Ainsi, elle consacre le harcèlement sexuel « *d'ambiance* » ou « *environnement* » qui ne vise pas une victime en particulier, mais s'adresse à un ensemble de personnes qui subissent les effets de ce comportement. Cet élément complète le triptyque sur lequel repose l'incrimination de l'article 222-33 – pluralité de comportements, pluralité d'auteurs, pluralité de victimes. Les deux derniers éléments sont alternatifs et viennent compléter ou se substituer à l'absence du premier.

Correspondant à une analyse extensive du délit, le harcèlement d'ambiance peut caractériser le comportement d'une personne ou d'un ensemble de personnes et nourrit la lecture finaliste de l'infraction qui met à égalité les effets du comportement sur la victime et le comportement imputé à l'auteur. Dans ce sens, il se rapproche de politiques institutionnelles de harcèlement qui peuvent aussi tomber sous le coup de la loi pénale.

## **Harcèlement moral institutionnel – Affaire France Télécom**

***C. Cas. Crim, 21 janvier 2025, n° 22-87.145***

L'arrêt rendu par la Chambre criminelle le 21 janvier 2025 dans l'affaire dite France Télécom met fin à une affaire tristement célèbre dans la sphère juridique et médiatique sur des faits commis entre 2007 et 2008. Plusieurs dirigeants ont conçu le plan NExT, afin d'assurer une croissance rentable à l'entreprise, fondé, notamment, sur une politique de déflation des effectifs dans le cadre d'une restructuration et le passage d'une entreprise publique (France

**Actualité pénale**

Télécom) à une entreprise privée (Orange). Même si ce n'était pas l'objectif initialement poursuivi, le plan a eu pour objet une dégradation des conditions de travail afin de contraindre les salariés à la mobilité ou au départ. Les juges ont constaté que *« cette politique, qui reposait sur la création d'un climat anxigène, s'est concrétisée par la mise en œuvre de trois agissements spécifiques : la pression donnée au contrôle des départs dans le suivi des effectifs à tous les niveaux de la chaîne hiérarchique, la prise en compte des départs dans la rémunération des membres de l'encadrement et le conditionnement de la hiérarchie intermédiaire à la déflation des effectifs lors des formations dispensées »*. Un objectif impératif de départ a été fixé aux managers intermédiaires, *« avec la validation du "crash program", destiné à accélérer le mouvement naturel de départs à la retraite, selon une décision arrêtée au plus haut niveau de pilotage de la société »* en créant *« un climat anxigène pour la totalité du personnel »*. En dépit des alertes syndicales et de plusieurs suicides ou tentatives de suicides et dépressions, la mise en œuvre forcée du plan a été poursuivie par les dirigeants.

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné le président-directeur général (PDG), le directeur des opérations France, le directeur des ressources humaines, ainsi que la personne morale, pour harcèlement moral commis sur trente-neuf salariés. D'autres dirigeants ont été condamnés pour complicité de ce délit – trois directeurs des ressources humaines des différentes structures et la directrice des opérations territoriales. Les personnes physiques condamnées ont interjeté appel, la décision de condamnation a été confirmée et la Cour de cassation a rendu un arrêt riche en enseignements sur cette affaire abondant, à la fois, le principe de

**Actualité pénale**

légalité pénale, le principe d'interprétation stricte de la loi pénale, le principe de non-rétroactivité de la loi pénale et de l'interprétation jurisprudentielle, la responsabilité pénale personnelle, mais l'apport principal reste la reconnaissance solennelle du harcèlement moral institutionnel.

L'article 222-33-2 du Code pénal (c. pén.) incrimine « *le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel* ». Les juges du fond ont retenu un harcèlement moral institutionnel à l'égard des dirigeants et ont proposé une définition de ce comportement coupable constitué par « *des agissements définissant et mettant en œuvre une politique d'entreprise ayant pour but de structurer le travail de tout ou partie d'une collectivité d'agents, agissements porteurs, par leur répétition, de façon latente ou concrète, d'une dégradation, potentielle ou effective, des conditions de travail de cette collectivité et qui outrepassent les limites du pouvoir de direction* ». La Chambre criminelle devait répondre à la question de savoir si cette définition était conforme à l'article 222-33-2 c. pén.

Pour ce faire, la Cour de cassation rappelle la nécessité de l'interprétation judiciaire et sa méthode de principe qui est l'interprétation stricte, selon l'article 111-4 c. pén, mais qui a l'inconvénient majeur d'être dépourvue de définition légale. Puisque plusieurs méthodes d'interprétation sont offertes au juge pénal, la Chambre criminelle guide le choix à opérer. S'il convient de rejeter l'interprétation par analogie et induction, elle privilégie

**Actualité pénale**

l'interprétation téléologique en recherchant « *les raisons qui ont présidé à son adoption* ».

Il est intéressant de noter que les juges gardent le silence sur la méthode littérale, alors que c'est la première méthode qu'ils appliquent en l'espèce. En effet, deux règles importantes sont déduites de la formule et des mots employés par l'article 222-33-2. D'une part, le harcèlement moral a un caractère double ou mixte, fortement favorable à la répression, puisqu'il est, à la fois, une infraction matérielle qui se caractérise par le résultat obtenu (lorsque le comportement a pour « *effet* » la dégradation des conditions de travail), mais aussi une infraction formelle (lorsqu'il a seulement pour « *objet* » la dégradation, qui peut ne jamais survenir). La Chambre criminelle en conclut donc que « *le caractère formel de l'infraction n'implique pas la constatation d'une dégradation effective des conditions de travail* » et que « *lorsque les agissements harcelants ont pour objet une telle dégradation, la caractérisation de l'infraction n'exige pas que les agissements reprochés à leur auteur concernent un ou plusieurs salariés en relation directe avec lui ni que les salariés victimes soient individuellement désignés* ». D'autre part, le terme « *autrui* », employé par l'article 222-33-2, « *peut désigner, en l'absence de toute autre précision, un collectif de salariés non individuellement identifiés* » puisqu'il n'est pas nécessaire de les identifier pour constater un quelconque effet sur leur santé ou leurs conditions de travail.

La Cour de cassation applique avec diligence la méthode téléologique qui lui permet d'interroger la volonté exprimée ou supposée du législateur au moment de la création de l'incrimination.

Actualité pénale

À ce titre, elle rassemble un ensemble d'éléments qui joue le rôle d'un « *faisceau d'indices* » permettant de déduire que le législateur a entendu, dès l'origine, punir le harcèlement moral institutionnel. Les travaux préparatoires se sont appuyés sur un avis de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme du 29 juin 2000 consacré au harcèlement moral au travail qui a identifié « *trois formes possibles de harcèlement moral, soit le harcèlement individuel, pratiqué dans un but purement gratuit de destruction d'autrui et de valorisation de son propre pouvoir, le harcèlement professionnel organisé à l'encontre d'un ou plusieurs salariés, précisément désignés, destiné à contourner les procédures légales de licenciement et le harcèlement institutionnel qui participe d'une stratégie de gestion de l'ensemble du personnel* ». Le Conseil économique et social a, dans un avis du 11 avril 2001, distingué « *le harcèlement essentiellement individuel ou d'un petit groupe* » du harcèlement « *collectif, professionnel ou institutionnel, qui s'inscrit alors dans une véritable stratégie du management pour imposer de nouvelles règles de fonctionnement, de nouvelles missions ou de nouvelles rentabilités* », en précisant que « *le harcèlement moral pourra alors se développer au moment de restructurations, de fusions-absorptions des entreprises privées ou de changement d'orientation managériale* ». Afin d'adopter la définition « *la plus large et consensuelle possible* », comme la volonté exprimée par la commission des lois, la Chambre criminelle note que « *l'élément légal de l'infraction de harcèlement moral n'exige pas que les agissements répétés s'exercent à l'égard d'une victime déterminée ou dans le cadre de relations interpersonnelles entre leur auteur et la ou les victimes, pourvu que ces dernières fassent partie de la même*

**Actualité pénale**

*communauté de travail et aient été susceptibles de subir ou aient subi les conséquences visées à l'article 222-33-2 du code pénal ».*

Dès lors, la Cour de cassation consacre, sans aucune ambiguïté, le harcèlement moral institutionnel qui se définit comme « *des agissements visant à arrêter et mettre en œuvre, en connaissance de cause, une politique d'entreprise qui a pour objet de dégrader les conditions de travail de tout ou partie des salariés aux fins de parvenir à une réduction des effectifs ou d'atteindre tout autre objectif, qu'il soit managérial, économique ou financier, ou qui a pour effet une telle dégradation, susceptible de porter atteinte aux droits et à la dignité de ces salariés, d'altérer leur santé physique ou mentale ou de compromettre leur avenir professionnel* ».

La solution de la Cour de cassation est parfaitement compatible, à la fois, avec la lettre de l'article 222-33-2 et avec son esprit. Le harcèlement, comme son nom l'indique, est une stratégie qui repose sur une pluralité de pressions ou de personnes, qu'elles soient victimes ou auteurs. En cela, la Cour de cassation n'innove pas, mais elle doit se conformer aux principes généraux du droit pénal pour convaincre de la légitimité de la solution, sa seule légalité n'étant plus suffisante aujourd'hui, se confrontant à plusieurs difficultés.

En premier lieu, le harcèlement moral institutionnel est une nouvelle application de l'incrimination de l'article 222-33-2. Pour autant, est-elle interdite ? En d'autres mots, doit-elle être soumise au principe de non-rétroactivité de la loi pénale nouvelle (en l'espèce, une application de droit pénal de fond plus sévère), découlant du principe de légalité pénale, qui exige une qualité

**Actualité pénale**

minimale de la norme pénal ? Si la Cour d'appel écarte la critique d'un revers de main en considérant que ce principe s'applique à la seule loi, au sens constitutionnel du terme, et pas à la jurisprudence, la Cour de cassation affronte la difficulté au regard du droit européen et rend une argumentation juridique qui est un modèle en la matière. La légalité pénale doit être considérée dans son élément matériel, et pas seulement formel, et englobe à ce titre la jurisprudence (conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, art. 7 CSDHLF) qui est soumise aux mêmes exigences de qualité, notamment l'accessibilité et la prévisibilité. La « *clarification graduelle des règles* » est admise « *à condition que le résultat soit cohérent avec la substance de l'infraction et raisonnablement prévisible* ». La répression du harcèlement moral institutionnel est considéré comme raisonnablement prévisible pour deux raisons. D'une part, les juges n'ont jamais exclu la dimension collective du harcèlement et n'ont jamais considéré qu'il exige « *un rapport de travail direct et individualisé entre la personne poursuivie pour harcèlement et sa ou ses victimes soit constaté, et que les agissements qui lui sont imputés soient identifiés salarié par salarié* ». D'autre part, si l'application à cette situation factuelle est « *nouvelle* », « *elle ne constitue qu'une des modalités de harcèlement moral, infraction définie par l'article 222-33-2 du code pénal dans des termes visant à protéger les membres de la communauté de travail de toutes les formes de harcèlement, quel qu'en soit le mode opératoire* ». La Chambre criminelle conclut ainsi que le harcèlement moral institutionnel ne méconnaît pas le principe de prévisibilité juridique et peut servir comme fondement juridique de la déclaration de

Actualité pénale

culpabilité.

En deuxième lieu, les prévenus contestent la condamnation sur le fondement du principe de responsabilité pénale personnelle selon lequel nul n'est responsable que de son propre fait. Les juges ont constaté que les dirigeants ont personnellement mis en œuvre et décidé de poursuivre le plan NExT, ce qui démontre « *une participation active à la commission de l'infraction qui va largement au-delà d'une simple fourniture d'instructions* » et le fait qu'ils « *ont agi en connaissance de cause et avec lucidité* », notamment tenant compte de « *leur expérience professionnelle antérieure et leur connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise* ». Cependant, il y a une limite que la Cour de cassation rappelle à plusieurs reprises dans sa décision et qui demande prudence et pondération, car le juge ne peut se substituer au pouvoir hiérarchique. Si le juge peut sanctionner les abus et les excès, il n'exerce pas d'appréciation sur l'opportunité des décisions institutionnelles de l'entreprise. « *Les juges précisent que si l'opportunité d'une telle politique, qui relève du pouvoir de direction, échappe à leur appréciation, ils doivent examiner la méthode utilisée pour la mettre en œuvre afin de déterminer si elle excède le pouvoir normal de direction et de contrôle du chef d'entreprise.* »

En troisième lieu, la société France Télécom, en tant que personne morale, a été condamnée pour les faits de harcèlement moral institutionnel. N'ayant pas interjeté appel, la décision est devenue définitive à son égard et la Cour de cassation ne revient pas sur ce point décisif. En effet, le harcèlement puni dans cette affaire n'est pas seulement collectif, il est « *institutionnel* », il a été mis en œuvre



**Actualité pénale**

par et pour l'entreprise. L'engagement de sa responsabilité pénale au sein du mécanisme de l'article 121-2 ne permet aucun doute, car l'infraction est commise pour son compte par les organes et représentants de la personne morale.

*Jérôme Millet*

## Épilogue des violences à Sivens devant la Cour européenne des droits de l'Homme

*CEDH, 27 février 2025, n° 22525/21, 47626/21*

1. S'« *il est des lieux où souffle l'esprit* »<sup>1</sup>, dans d'autres, comme à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) ou Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), déferle une forte contestation sociale. C'est également le cas de la commune de Sivens (Tarn), au projet de barrage du même nom, abandonné après le décès d'un jeune militant écologiste, le 26 octobre 2014, causé par l'explosion d'une grenade OF-F1 lancée en conséquence d'une manifestation qui avait dégénéré en attroupement violent<sup>2</sup>. La Cour européenne des droits de l'Homme vient de mettre un point final à ce contentieux en rendant un arrêt de près de quatre-vingts pages, le 27 février 2025<sup>3</sup>.

2. Les faits étant connus, ils seront passés sous silence, mais

---

1. *La Colline inspirée* (1913), de Maurice BARRÈS, débute par cette phrase fameuse.

2. Article 431-3 alinéa 1 du Code pénal : « *Constitue un attroupement tout rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public susceptible de troubler l'ordre public* ». Dans un arrêt du 18 octobre 2016 (Crim., 15-84.940), la Chambre criminelle de la Cour de cassation décide de ne pas transmettre au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) relative à la participation délictueuse à un attroupement.

3. CEDH, 27 février 2025, n° 22525/21, 47626/21, AJDA 2025, p. 416, Droit administratif, avril 2025, alerte 35, JCP G 2025, act. 337, Béatrice PASTRE-BELDA.

Police administrative

quelques chiffres suffisent à démontrer la réalité et l'intensité des violences exercées par les militants écologistes à l'encontre des militaires de la gendarmerie nationale : dans la seule nuit du 25 au 26 octobre 2014, de 00h20 à 03h27, 237 grenades lacrymogènes, 38 grenades GLI F4 et 23 grenades offensives, dont une qui a tué Rémi Fraisse, sont tirées. Or, à titre de comparaison, pour la seule année précédente, en 2013, 31 grenades OF F1 ont été lancées par la gendarmerie nationale : autrement dit, en trois heures à Sivens, c'est l'équivalent des deux tiers des grenades OF F1 qui ont été lancées par la gendarmerie nationale sur l'ensemble de l'année 2013<sup>4</sup>. La circulaire n° 200 000 GEND/DOE/S2DOP/BOP du 22 juillet 2011 relative à l'organisation et à l'emploi des unités de gendarmerie nationale rappelait, dans son annexe 5, que cette grenade « *n'a aucun effet lacrymogène mais seulement un effet de souffle combiné à un effet assourdissant* » et, qu'à cet égard, elle doit être « *uniquement lancée à la main (...) chaque fois que possible dans des endroits dépourvus de manifestants* ».

**3. Deux contentieux avaient été engagés.**

**Le premier** devant la juridiction judiciaire. La Cour de cassation avait conclu à l'irresponsabilité pénale des gendarmes<sup>5</sup>. Au terme de l'information judiciaire, les militaires mis en cause bénéficiaient

---

<sup>4</sup>. BAUDET, Marc (IGPN), MIRAMON, Gilles( IGGN). *Rapport relatif à l'emploi des munitions en opérations de maintien de l'ordre*, 13 novembre 2014, p. 22-23.

<sup>5</sup>. Crim. 23 mars 2021, n° 20-82.416, *AJ pénal* 2021. 264, obs. Jean BOUDOT, *RSC* 2021. 620, obs. Yves MAYAUD.

**Police administrative**

d'une ordonnance de non-lieu, que devait confirmer la chambre de l'instruction sur appel des parties civiles. C'est cet arrêt qui était soumis à la censure de la Chambre criminelle, qui rejette le pourvoi.

Les moyens soumis à la Cour de cassation étaient doublement intéressants :

– d'abord, parce que la procédure fut contestée quant au respect du devoir d'impartialité des enquêteurs et des juges d'instruction ; sur ce point, la Cour de cassation se prononce très nettement en faveur de la solidité des investigations réalisées, jugeant qu'« *en premier lieu, le recours à un service de gendarmerie limitrophe pour effectuer l'enquête de flagrance n'a pas porté atteinte au caractère équitable et contradictoire de la procédure ni compromis l'équilibre des droits des parties ; en deuxième lieu, le seul rejet des demandes d'actes d'instruction par les magistrats chargés de l'information, dont la chambre de l'instruction a souverainement estimé qu'ils n'étaient pas nécessaires, n'est pas de nature à créer à l'encontre des magistrats instructeurs un doute raisonnable, objectivement justifié, de nature à faire douter de leur impartialité ; en troisième lieu, la connivence invoquée entre les enquêteurs et les magistrats instructeurs reste à l'état de simple allégation* » ;

– ensuite, parce qu'ils semblaient difficilement compatibles entre eux : d'un côté, les avocats de la famille Fraisse soutenaient qu'il existait, à l'encontre du gendarme ayant tiré la grenade en cause, des charges suffisantes permettant de qualifier l'infraction de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, de l'autre, qu'il existait à l'encontre de ce même gendarme, des charges suffisantes permettant de qualifier l'infraction

Police administrative

d'homicide involontaire. La Chambre criminelle les rejette tous deux, expliquant que le militaire « *n'avait pas l'intention d'atteindre les manifestants* », le résultat tragique survenu étant la résultante d'une « *circonstance néfaste très particulière, difficilement prévisible, en l'espèce la chute de la grenade derrière la tête de la victime entre son cou et le sac à dos qu'elle portait* ».

**Le second** devant la juridiction administrative. Trois enseignements peuvent en être tirés.

- d'abord, la responsabilité pour faute de l'État n'a pas été retenue, en l'absence de faute pendant l'opération de maintien de l'ordre, tant du gendarme qui a procédé au jet de la grenade que de sa hiérarchie qui a autorisé son usage ;
- ensuite, la responsabilité sans faute de l'État a été également écartée du fait de l'utilisation par les forces de l'ordre de dispositifs comportant des risques exceptionnels ;
- enfin, la responsabilité sans faute de l'État a, en revanche, été admise par la Cour administrative d'appel dans son arrêt du 21 février 2023 au regard du dommage causé par la mesure prise par l'autorité publique pour faire face aux violences : le danger auquel s'est exposé Rémi Fraisse « *ne pouvait raisonnablement inclure celui de risquer d'être mortellement atteint par l'explosion d'une grenade offensive de type OF-F1 (...), ce risque ne s'étant réalisé qu'en raison de circonstances tout à fait exceptionnelles* ». La Cour a en conséquence indemnisé le préjudice moral subi par les proches de la victime, en confirmant les montants accordés en première instance par le tribunal administratif de Toulouse<sup>6</sup> et a, comme les premiers

<sup>6</sup>. TA Toulouse, 25 novembre 2021, n° 1805497, JCP G 2021, act. 725, Hélène PAULIAT.

**Police administrative**

juges, tenu compte, pour la détermination de ces montants, de la faute constituée par l'imprudence de la victime, qui s'est délibérément rendue sur les lieux des affrontements.

4. Devant la CEDH, les requérants (la famille de Rémi Fraisse) invoquent une atteinte à l'article 2 de la Convention selon lequel :

*« 1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.*

*2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :*

*a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale ;*

*b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ;*

*c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection. »*

Dans sa décision, la CEDH distingue le volet procédural du volet matériel du droit à la vie. Suivons son raisonnement.

5. La Cour rappelle qu'elle ne saurait, *« en réfléchissant dans la sérénité des délibérations, substituer sa propre appréciation de la situation à celle de l'agent qui a dû réagir, dans le feu de l'action, à ce qu'il percevait sincèrement comme un danger afin de sauver sa vie ou celle d'autrui »*. En conséquence, elle examine le cadre général d'usage de la force dans les opérations de maintien de l'ordre et les

**Police administrative**

conditions dans lesquelles l'opération à Sivens a été organisée et conduite.

À cet égard, le juge européen déplore « *la complexité et les lacunes* » du cadre juridique de l'époque. Trois griefs sont retenus.

D'abord, la diversité des dispositions dont « *la combinaison rendait le cadre juridique applicable complexe au point d'en affecter l'accessibilité et l'intelligibilité par les personnes chargées de le mettre en œuvre* ». En l'espèce, l'article L. 211-9 du Code de la sécurité intérieure (CSI) prévoit la possibilité de recourir à l'emploi de la force pour disperser un attroupement soit seulement après deux sommations, soit directement dans deux hypothèses distinctes (lorsque des violences sont exercées contre les forces de l'ordre ou quand elles sont dans l'impossibilité de défendre autrement le terrain qu'elles occupent). De son côté, l'article R. 211-14 du CSI mentionne la nécessité pour l'usage de la force, hors les deux cas précités prévus à l'article L. 211-9, d'un ordre express des autorités habilitées à décider de l'emploi de la force dans des conditions définies à l'article R. 211-21, ordre dont la transmission se fait par tout moyen permettant d'en assurer la traçabilité et la matérialité.

Ensuite, l'absence de définition des cas dans lesquels les représentants de la force publique « *ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent* » et l'absence de précision quant à l'arme la mieux adaptée à la menace laissent les gendarmes mobiles en opération de maintien de l'ordre « *dans le flou* ».

Enfin, la Cour observe, certes, une évolution du droit du maintien de l'ordre : ainsi, alors que le Défenseur des droits avait demandé de

Police administrative

mettre fin à l'utilisation de la grenade OF-F1<sup>7</sup>, le ministre de l'Intérieur l'aura d'abord suspendue, en fait (13 novembre 2014), le jour même de la remise du rapport de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) sur l'emploi des munitions explosives dans les opérations de maintien de l'ordre, puis en droit (Décret n° 2017-1029, 10 mai 2017 modifiant l'article D. 211-17 du CSI) ; la grenade GLI-F4 a, par la suite, été retirée de la liste des armes susceptibles d'être utilisées au maintien de l'ordre (Décret n° 2021-1352 du 15 octobre 2021 portant modification de l'article D. 211-17 du CSI). Mais elle considère que la dotation de ce type d'arme « *était problématique en raison de l'absence d'un cadre d'emploi précis et protecteur* » prévoyant une formation sur sa dangerosité, une information sur les dommages susceptibles d'être occasionnés, l'interdiction du lancer en cloche, etc.

6. S'agissant des conditions dans lesquelles l'opération à Sivens a été organisée et conduite, la Cour relève « *les défaillances de la chaîne de commandement, en particulier l'absence de l'autorité civile sur les lieux au moment des faits litigieux* ». La Cour relève que, certes, le directeur de cabinet du préfet était tenu informé du déroulement des événements pendant la soirée mais, celui-ci « *ne*

---

<sup>7</sup> DÉFENSEUR DES DROITS. *Décision MDS 2016-109 du 25 novembre 2016 relative aux circonstances du décès d'un jeune homme, dans la nuit du 25 au 26 octobre 2014, à l'Isle sur Tam (81), dans le contexte des manifestations en opposition au projet de construction du barrage de Sivens.*



**Police administrative**

*pouvait, à distance, complètement percevoir l'ampleur des affrontements et la situation rencontrée par les forces de l'ordre* ». Les défaillances dans l'encadrement de l'opération litigieuse ont donc conduit la Cour à considérer « *que le seuil d'exigences requis pour s'assurer que tout risque pour la vie avait été réduit au minimum n'a pas été atteint* ». Certes, là aussi, la Cour relève l'évolution du droit positif : ainsi, la liste des autorités civiles responsables de l'emploi de la force a été élargie aux directeurs de cabinet et aux sous-préfets de permanence (D. n° 2021-556 du 5 mai 2021 modifiant le CSI et relatif aux sommations à effectuer avant de disperser un attroupement), notamment pour favoriser la présence, sur le lieu des opérations de maintien de l'ordre, des autorités administratives.

7. Sur le volet procédural, la Cour constate le caractère adéquat et indépendant de l'enquête judiciaire relative au décès du manifestant. Celle-ci avait d'abord été confiée à la compagnie de gendarmerie de Gaillac, géographiquement proche de Sivens, avant d'être confiée à l'IGGN. La Cour rappelle qu'elle a déjà jugé que, dans le cadre d'une enquête sur une allégation d'homicide commis par un agent de l'État, le recours à l'expertise des forces de l'ordre qui possèdent une compétence particulière mais qui appartiennent au même corps que la personne impliquée, n'est pas inéluctablement incompatible avec l'exigence d'impartialité de celle-ci (CEDH, 24 mars 2011, *Giuliani et Gaggio c/ Italie*, req. n° 23458/02). S'agissant des allégations de manque d'indépendance de l'IGGN formulées par les requérants, la Cour considère depuis l'affaire *Guerdner et autres c./ France* du 17 avril 2014, que cette inspection a une compétence nationale, indépendante des formations qui composent la

**Police administrative**

gendarmerie et qui possède sa propre chaîne de commandement : par conséquent, elle possède une indépendance suffisante aux fins de l'article 2 de la Convention. S'agissant de l'impartialité des autorités judiciaires, la Cour note que l'absence des auditions du préfet et de son directeur de cabinet « *ne caractérise en rien une partialité de l'enquête* ». De l'ensemble de ces considérations, la Cour considère que la procédure prise dans son ensemble n'est « *entachée d'aucun manquement à l'indépendance et à l'impartialité* » et conclut que les autorités nationales n'ont pas failli à l'obligation procédurale.

*Florence NICOUD*

## **La sécurité privée, une force au quotidien pour les maires : l'exemple des groupements résidentiels de sécurité**

À n'en plus douter, « *la sécurité est [véritablement] l'affaire de tous* »<sup>1</sup>. Et pas seulement celle des forces de l'ordre public classiques. En témoigne, ces dernières années et ces derniers mois, l'installation dans certains quartiers de grandes villes ou de métropoles, d'agents de sécurité privée armés recrutés par les Groupements inter-bailleurs de surveillance afin de ramener paix et tranquillité dans les zones de logements sociaux. Aussi, ces quartiers qu'on a pu successivement nommer des quartiers sensibles et de reconquête républicaine, souvent laissés à l'abandon et en proie aux trafics les plus divers et variés (drogue, armes, prostitution...) manifestent à quel point la sécurité dans la commune est actuellement l'œuvre d'une véritable co-production, dans une vision largement holiste de cette dernière. Plus spécifiquement, au sein du patrimoine des bailleurs sociaux de la commune, trois types de sécurité privée peuvent être convoqués et donc utilisés. D'une part, celle qui est la plus commune consiste à faire appel à un prestataire externe sous la forme d'une société privée, d'autre part cela peut être la création d'un service interne de sécurité (SIS) privée et, enfin, la dernière modalité, qui concerne spécifiquement l'habitat collectif,

---

<sup>1</sup>. Déclaration de D. Vaillant, ministre de l'Intérieur, JO, débats, Assemblée nationale, 25 avril 2001, p. 2250.

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

propose aux organismes HLM de créer une personne morale en charge de la tranquillité résidentielle sur le fondement de l'article L. 614-1 du Code de la sécurité intérieure (CSI). C'est cette dernière modalité qui depuis ces vingt ou dix dernières années semble avoir la faveur des organismes HLM.

Le développement de ces vigiles privés concerne ainsi de grandes métropoles telles que Paris, pour laquelle le Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS) est créé en 2004 sous la forme d'un groupement d'intérêt économique comptant aujourd'hui douze bailleurs sociaux et assurant la surveillance d'environ 165 000 logements sociaux parisiens. Puis ce fut la métropole toulousaine initiant le Groupement Interquartiers de Tranquillité et de Sûreté (GITeS), ensuite Montpellier créant en 2023 le Groupement de Sûreté Résidentielle Inter-bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI 3M) et, enfin, à Nice en 2024 le Groupement d'Agents Interbailleurs contre les Désordres et les Abus (GAIDA). Chaque groupement est donc affublé d'un acronyme, à l'instar de ce qui débuta en région parisienne dès les années 2000. Face à une insécurité grandissante dans bon nombre de ces quartiers en proie à la paupérisation et à la délinquance, ces agents de sécurité privée d'un type spécifique constituent le relais nécessaire de l'action des forces de l'ordre au quotidien. Loin de les remplacer, ces groupements privés interviennent en amont, afin de sécuriser et de tranquilliser des zones en proie à des troubles inquiétants à l'ordre public ne cessant de s'amplifier.

Aussi cet article propose-t-il de revenir, dans un triple regard, sur les causes, les modalités et les limites d'un tel modèle de sécurité privée

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

appliquée à la sécurité résidentielle.

**I) Le constat d'un besoin urgent de sécurité au quotidien**

Si les dernières statistiques de l'insécurité en France témoignent d'une hausse de la délinquance sous la forme du trafic de stupéfiants, d'agressions sexuelles et de tentatives d'homicides<sup>2</sup>, certains quartiers, souvent sous la forme de grands ensembles immobiliers urbains ou périurbains, sont davantage concernés par ces fléaux. Les bailleurs sociaux gestionnaires de ces grands parcs immobiliers se font le relais de ces phénomènes, d'intensité variable et comprenant également dans une moindre mesure des dégradations très fréquentes du patrimoine immobilier et mobilier (casse de boîte aux lettres, d'ascenseur, squattage de halls d'escalier, incivilités en tout genre...). Alors que les forces de l'ordre classique ont recentré un certain nombre de leurs missions sur d'autres zones et d'autres modalités, les groupements de sécurité apparus au seuil des années 2000 deviennent des sortes de collaborateurs privilégiés du service public de la police, permettant d'assainir en amont des situations parfois très dangereuses pour les habitants. À Nice, cette forme de police de proximité a, par exemple, été déployée en juin 2024 dans le quartier des Moulins afin de

---

**2.** LA RÉDACTION. Insécurité et délinquance : les premiers chiffres pour 2024 [en ligne]. *Vie publique*, février 2025. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/en-bref/297156-delinquance-en-2024-quels-sont-les-chiffres#:~:text=Une%20tendance%20%C3%A0%20la%20hausse,10%25%20et%20%2B6%25>

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

tenter d'apaiser les violences et de ramener l'ordre public dans une zone vouée aux trafics, voire désormais au narcotrafic. Les habitants sont en demande de sécurité au même titre que le bailleur social lui-même se plaignant des conséquences de la montée en puissance des agressions qui touchent aussi et parfois en priorité le personnel de proximité et les prestataires de service. Cette situation induit alors une augmentation du nombre de plaintes, d'arrêts de travail, ce qui ne permet pas une gestion optimale et sereine de la résidence et, au-delà, du quartier. D'autant plus que le bailleur social au terme du contrat de location doit assurer à son locataire la jouissance paisible de son bien.

Le GPIS a été créé sous la forme d'un groupement d'intérêt économique. Les deux autres grands groupements que constituent le GAIDA et le GItES ont également été créés sous forme soit d'une société anonyme de coordination (nouvelle formation de groupement d'organismes HLM créé par la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique – ELAN), soit d'un groupement d'intérêt économique. Le CSI incite d'ailleurs fortement à l'utilisation de ces groupements puisque l'alinéa 1 de l'article L. 271-1 niché dans le livre II du CSI – *Ordre et sécurité publics* – indique bien cette obligation de gardiennage pour les bailleurs sociaux. En effet, « *les propriétaires, exploitants ou affectataires, selon le cas, d'immeubles à usage d'habitation et de locaux administratifs, professionnels ou commerciaux doivent, lorsque l'importance de ces immeubles ou de ces locaux ou leur situation le justifient, assurer le gardiennage ou la surveillance de ceux-ci et prendre les mesures permettant d'éviter les risques manifestes pour la sécurité et la tranquillité des locaux* ». C'est ainsi que les bailleurs

## Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée

sociaux amenés à participer à leur propre sécurité<sup>3</sup> sont directement incités à créer un groupement résidentiel de sécurité ou encore à déployer de façon massive la vidéoprotection sur les lieux concernés. L'article dédié L. 614-1 du CSI l'énonce expressément : « *Les propriétaires, exploitants ou affectataires d'immeubles ou groupes d'immeubles collectifs à usage d'habitation peuvent constituer une personne morale dont l'objet est l'exercice, pour le compte de ses membres, de l'activité mentionnée au 1° de l'article L. 611-1 dans les conditions prévues par l'article L. 271-1.* »

Dès les années 2010, et bien qu'il soit encore peu utilisé, le CSI prévoyait donc déjà un dispositif juridique dédié pour ces agents travaillant dans le cadre des services de sécurité des bailleurs d'immeubles, obligeant ces derniers à répondre à cette nouvelle forme d'obligation de moyens. En effet, tout doit être désormais prévu par le bailleur social afin de rétablir la tranquillité dans cet espace de vie.

### II) La réalité d'un dispositif juridique approprié

Le domaine d'action de ces personnes morales œuvrant à la sécurité est prévu aux articles L. 614-1 à 6 du CSI, articles issus pour la plupart du modèle de développement et d'encadrement de la sécurité privée porté par la législation-cadre de juillet 1983 relative à

---

<sup>3</sup>. Dans un arrêt CAA, Versailles, 10 juin 2020, req n° 18VE01852, cette dernière indique que les bailleurs sociaux ne sauraient être dispensés de leurs obligations de sécurité au motif que les dégradations commises sur leur patrimoine résulteraient d'une carence des effectifs de police.

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

l'organisation des métiers de la sécurité privée<sup>4</sup>. L'article L. 614-3 CSI oblige ces agents, afin d'être identifiables et de ne pas être confondus avec d'autres forces de sécurité privée ou publique, à porter une carte professionnelle et une tenue. Au même titre que les forces publiques et depuis les modifications apportées par la loi « Sécurité globale »<sup>5</sup>, un numéro d'identification individuel doit être apposé sur leur tenue<sup>6</sup>. Enfin, de façon exceptionnelle et déterminée par un décret, ils sont autorisés à évoluer en tenue civile. La loi « Sécurité globale » aura également permis, par l'article L. 614-6 CSI, l'assermentation de ces agents afin de constater par procès-verbal dans le cadre de leur mission, des contraventions dont la liste est prévue à l'article R. 614-11 du CSI<sup>7</sup>. Ces constatations doivent concerner les immeubles pour lesquels ils interviennent et peuvent être établies dès lors qu'elles ne nécessitent pas d'actes d'enquête. Les procès-verbaux qu'ils établissent doivent être transmis au procureur de la République par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire territorialement compétents. Cette

---

<sup>4</sup>. Loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité, qui a été abrogée à l'occasion de la codification : art. 19, 18°, et 20, 1° de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du CSI.

<sup>5</sup>. Loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, *JORF*, 26 mai 2021.

<sup>6</sup>. Pour autant, la loi « Sécurité globale » ne va pas jusqu'à imposer une tenue identique à tous les agents de sécurité privée.

<sup>7</sup>. Ces contraventions concernent par exemple : « *non-respect de la réglementation en matière de collecte d'ordure [...] ; abandon d'ordure et épanchement d'urine [...] ; menace de destruction, de dégradation n'entraînant qu'un dommage léger, prévue à l'article R. 631-1 du Code pénal [...]* ».



## Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée

transmission doit avoir lieu, à peine de nullité, dans les cinq jours suivant celui de la constatation ayant fait l'objet du procès-verbal. Cette assermentation *a minima* ne doit pas permettre de confusion avec la catégorie des gardes particuliers assermentés<sup>8</sup>.

L'article L. 614-4 du CSI concerne, quant à lui, la possibilité pour ces agents des services de sécurité des bailleurs d'immeubles, nominativement autorisés par le représentant de l'État dans le département, ou, à Paris, par le préfet de police, de porter certaines armes de la catégorie D.

Depuis le décret du 4 décembre 2024<sup>9</sup>, le port d'arme a ainsi été élargi à de nouvelles armes pour lesquelles les agents devront recevoir une formation pratique : il s'agit des matraques ou tonfas classiques et télescopiques classés au a) de la catégorie D venant utilement compléter les bâtons de défense et générateurs

---

**8.** Les GPA constituent une catégorie spécifique d'agent existant depuis plus de deux siècles en droit français et dont le statut et la mission sont régis par les articles 15 et 29 du Code de procédure pénale. Le procédé consiste pour un propriétaire (public ou privé) de désigner un représentant pour réaliser non seulement la surveillance des propriétés mais également constater des infractions portant atteinte aux dits biens ainsi qu'aux droits de chasse et de pêche. Ces personnes assermentées ont une compétence de police judiciaire visant le constat par procès-verbal d'une atteinte à la propriété. Après avoir suivi une formation réglementée, avoir été agréées par l'autorité préfectorale et avoir prêté serment devant le tribunal judiciaire, elles portent alors le titre de « garde particulier assermenté » (GPA).

**9.** Décret n° 2024-1116 du 4 décembre 2024 portant diverses modifications du Code de la sécurité intérieure, *JORF*, 5 décembre 2024, n° 0287.

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

d'aérosols lacrymogènes ou incapacitants. C'est une manière ici de vouloir harmoniser la situation de ces agents avec celle des autres agents de sécurité privée et de les doter ainsi de nouveaux moyens d'intervention leur permettant de mener à bien leur mission sur des zones souvent délicates et dangereuses. Afin de donner encore davantage sens à l'action de ces groupements de sécurité particuliers, et dans le prolongement du travail effectué dans le cadre de la préparation du vote de la loi « Sécurité globale », l'Union sociale de l'habitat avait tenté à cette époque de faire adopter un amendement permettant d'obtenir la résiliation de plein droit du bail des locataires condamnés pour trafic de stupéfiants et contre lequel les forces de l'ordre classiques comme les groupements privés tentent de lutter. Cet amendement n'aura néanmoins pas passé l'obstacle de la commission mixte paritaire. Ayant fait ses preuves en région parisienne, ce modèle de personnes morales spécifique ayant à cœur d'assurer en zone urbaine une mission de surveillance et de sécurisation des personnes et des biens a fait école et n'a cessé de se multiplier dans les quartiers de non-droit des grandes métropoles. Pour autant et séduisant que soit ce modèle, il n'est pas exempt de critique. Autant dire qu'il s'agit d'une forme de sécurité pouvant interroger.

### **III) Un modèle suscitant l'interrogation**

Comme tout modèle, l'essor des groupements de sécurité des bailleurs sociaux présente un certain nombre de limites, qu'il s'agit de ne pas négliger. En effet, et au même titre que les agents de sécurité privée, ils doivent circonscrire leur domaine d'action et

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

rondes de surveillance aux espaces privés et privés ouverts au public appartenant à l'organisme HLM gestionnaire du site. En aucun cas ces agents ne peuvent agir et surveiller la voie publique. La jurisprudence administrative<sup>10</sup> et les décisions du Conseil Constitutionnel<sup>11</sup> applicables en ce domaine aux agents de sécurité privée leur sont également appropriées. Par ailleurs, ces agents ne doivent pas être confondus avec l'action des agents de médiation. En effet, si les deux entités sont établies pour renouer le dialogue et la communication avec les habitants dans des zones souvent atteintes par la délinquance, la mission de l'agent du groupement de sécurité « *sera de faire cesser le trouble, de transmettre toutes informations, y compris nominatives et au besoin de solliciter l'intervention des forces de sécurité de l'État, contrairement à la médiation sociale où il n'y a pas de remontées d'informations nominatives et pas de contact direct avec les forces de sécurité de l'État* »<sup>12</sup>.

Enfin, l'essor de ce mode de sécurisation des cités de banlieue et

---

<sup>10</sup>. CE, 29 déc. 1997, Cne d'Ostricourt, Rec. p. 969.

<sup>11</sup>. CC., n° 2011-625 DC du 10 mars 2011, Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure. (consid n° 19). Selon lui, les dispositions attaquées « *permettaient d'investir des personnes privées de missions de surveillance générale de la voie publique et rendait ainsi possible la délégation à une personne privée des compétences de police administrative générale* ». Devenu depuis un principe constitutionnel inhérent à l'identité de la France, CC, n° 2021-940 QPC du 15 octobre 2021, Société Air France « II » [Obligation pour les transporteurs aériens de réacheminer les étrangers dont l'entrée en France est refusée] (consid.15).

<sup>12</sup>. Dispositifs de tranquillité résidentielle dans le parc social : comment les mobiliser ? *Repères*, n° 126, décembre 2023, p. 10.

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

autres immeubles gérés par les bailleurs sociaux ne marque-t-il pas une nouvelle manière d'assurer la sécurité publique ? Si l'on ne peut que noter une certaine forme de désengagement *a priori* de l'État et du local, cela se fait au bénéfice d'une forme de privatisation de la sécurité, dans laquelle le secteur privé est toujours plus sollicité. Aussi, le marché de la sécurité privée, devenu de plus en plus florissant en termes d'effectifs et de chiffres d'affaires<sup>13</sup>, atteste combien l'externalisation et la coproduction de la sécurité s'inscrivent aussi et avant tout au niveau local. À l'échelon local ou territorial, la sécurité doit se comprendre comme une chaîne continue de coproduction entre les forces de l'ordre publiques, la police municipale lorsqu'elle existe et les agents privés, dont ceux dont le statut est régi par l'article L. 614-1 du CSI. Pour autant, il convient de conserver en mémoire que si la sécurité « *est l'affaire de tous, [...] le risque c'est qu'en étant l'affaire de tous, la sécurité ne soit l'affaire de personne* »<sup>14</sup>. Aussi, les risques et l'impéritie publique se faisant toujours plus importants en matière de violences urbaines, notamment dans le parc des logements sociaux gérés par les communes, il est temps de réfléchir sur de nouveaux pouvoirs, de nouvelles missions et, peut-être, à une nouvelle organisation de forces privées de sécurité, comme l'appelle de ses vœux M. Brajeux,

---

<sup>13</sup>. Soit 150 000 personnes pour un chiffre d'affaires de près 5 milliards d'euros selon le panorama prospectif de la sécurité privée 2025, M. Burg, Sept 2016, p. 15.

<sup>14</sup>. GRANGER, Marc-Antoine. Prendre la sécurité privée au sérieux. In : AUBERTIN, Christophe, *et alii.*, *Sécurité privée et sécurité globale. Les apports de la loi du 25 mai 2021, et après ?*, Revue Lexsociété, 2022. Disponible sur : <https://hal.science/hal-03621201/>

**Droit des collectivités territoriales et de la sécurité privée**

Président de la Fédération Française de la Sécurité Privée, à travers la réflexion et la rédaction à venir d'un livre blanc de la sécurité privée<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup>. DESRUMAUX, Marie. Pierre Brajeux : "La FFSP va travailler sur un livre blanc qui donnera des perspectives à la sécurité privée". *AEF Info*, 21 mars 2025.

Droit de l'environnement

Loïc TANTY

**Des peines principales aux autres peines en matière  
d'atteintes à l'environnement. L'exemple de la  
pollution d'un cours d'eau par un déversement de  
lisier**

*CA Rennes, 17 oct. 2024, n° 22045000092*

Le 17 octobre 2024, la Cour d'appel de Rennes a confirmé en partie le jugement du Tribunal correctionnel de Brest en ce qu'il a condamné un exploitant agricole et sa société à plusieurs peines pour des infractions prévues par le Code de l'environnement dont l'interdiction de recevoir des aides publiques<sup>1</sup>. Cette affaire est une occasion de souligner la diversité des peines encourues par les personnes physique et morale sur le fondement du Code de l'environnement, et d'illustrer la proportionnalité des peines prononcées en matière de pollution d'un cours d'eau. La question de l'action civile ne sera pas commentée ici car la Cour d'appel a confirmé le jugement de 1ère instance en ce qu'il a ordonné une expertise et donné pour mission à l'expert désigné de décrire et d'évaluer le préjudice écologique. L'affaire est sur ce point renvoyée à une audience ultérieure du Tribunal correctionnel de Brest.

---

<sup>1</sup>. CA Rennes, 17 oct. 2024, n° 22045000092.

**Droit de l'environnement**

**I) La diversité des peines encourues par la personne physique et morale**

**A) Le quantum des peines principales encourues**

**Les constatations de la pollution** - Le 2 avril 2021, la COB de Saint-Pol-de-Léon a été informée de la pollution d'un cours d'eau. Les militaires de la gendarmerie se sont rendus sur les lieux et ont constaté la couleur noirâtre du cours d'eau et la présence d'une mousse sur plus de 100 mètres ainsi que la présence importante de lisier provenant d'un ruisseau affluent. À environ 800 mètres en amont, ils ont par la suite constaté le débordement d'une fosse à lisier d'une activité agricole (un élevage de porcs). Différentes photographies ont été effectuées et ont attesté du débordement de la fosse jusqu'au cours d'eau pollué.

Le lendemain de ces constatations, deux inspecteurs de l'Office français de la biodiversité (OFB) se sont rendus sur les lieux et ont relevé deux infractions prévues par les articles L. 216-6 alinéa 1 (délit de pollution des eaux) et L. 432-2 du Code de l'environnement (délit d'atteintes à la faune piscicole). Plusieurs associations de pêche et de protection de l'environnement ont par la suite déposé plainte en raison d'une forte mortalité piscicole et des arrêtés d'interdiction de baignade.

**Les peines principales encourues par la personne physique** - Le lisier provenait d'une activité agricole soumise à la législation relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et au régime le plus restrictif en raison des

## Droit de l'environnement

graves dangers ou inconvénients qu'elle présente pour les intérêts listés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement (parmi lesquels figurent la santé et la salubrité publiques ainsi que la protection de l'environnement)<sup>2</sup>. L'installation a été autorisée par un arrêté préfectoral du 17 août 1993 pour un effectif proche des 20 000 porcs sur deux sites. L'exploitation était soumise à plusieurs obligations administratives afin d'éviter les risques de déversement d'effluent dans le milieu, comme l'installation d'un bassin de rétention (imposée par un arrêté préfectoral spécifique à l'exploitation depuis le 18 mai 2004) et la couverture de la fosse de réception des effluents (imposée par un arrêté ministériel du 27 décembre 2013). Après la pollution d'avril 2021, des agents de la Direction départementale de la protection des populations ont procédé à une inspection de l'installation et ont constaté (par procès-verbal du 17 août 2021) la violation, entre autres, de ces obligations.

L'activité agricole a bien été autorisée. Toutefois, la violation des règles imposées à une ICPE durant son fonctionnement constitue une contravention de 5<sup>e</sup> classe et cela quel que soit le régime administratif concerné (autorisation, enregistrement, déclaration)<sup>3</sup>. Lorsque la violation de ces règles a occasionné un dommage, il ne s'agit plus d'une contravention mais d'un délit. Les peines encourues pour ces faits sont effectivement de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende « *lorsqu'ils ont porté gravement atteinte à la*

---

<sup>2</sup>. Art. L. 512-1 C. env.

<sup>3</sup>. Art. R. 514-4 3° C. env. (pour l'autorisation).



## **Droit de l'environnement**

*santé ou la sécurité des personnes ou provoqué une dégradation substantielle de la faune et de la flore ou de la qualité de l'air, du sol ou de l'eau »<sup>4</sup>.*

Postérieurement à la pollution, le 21 juin 2021, le préfet a mis en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec la réglementation. Si l'exploitant a régularisé en partie la situation, il n'avait pas, le 27 septembre 2022, couvert la fosse de réception du lisier pour éviter des débordements accidentels. Les peines encourues pour la poursuite de l'exploitation d'une ICPE sans se conformer à une mise en demeure constitue un autre délit, cette fois-ci puni de 2 ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende<sup>5</sup>.

Indépendamment de la législation relative aux ICPE, deux autres délits ont été commis dans cette affaire. Le premier concerne le délit de pollution des eaux dont les peines encourues sont de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende<sup>6</sup>, et le second concerne le délit d'atteintes à la faune piscicole qui est puni de la même peine d'emprisonnement mais d'une peine d'amende de 18 000 euros<sup>7</sup>. La Chambre criminelle de la Cour de cassation a déjà été amenée à accepter ce cumul de qualification pour un fait unique, comme c'est le cas en l'espèce<sup>8</sup>.

---

<sup>4</sup>. Art. L. 173-3 1° C. env.

<sup>5</sup>. Art. L. 173-1, II, 5° C. env.

<sup>6</sup>. Art. L. 216-6, al. 1 C. env.

<sup>7</sup>. Art. L. 432-2. C. env.

<sup>8</sup>. Crim., 16 avr. 2019, n° 18-84.073 (obs. MONTEIRO, Évelyne, *RSC*, Éd. Dalloz, n° 02, 16 août 2019, p. 369 ; ROBERT, Jacques-Henri, *Revue Droit pénal*, Éd. LexisNexis, juin

## Droit de l'environnement

La diversité des peines principales encourues par la personne physique s'explique donc simplement par le nombre d'infractions commises.

**Les peines principales encourues par la personne morale** - Il ne s'agira pas ici de développer les conditions d'engagement de la responsabilité pénale des personnes morales mais de rappeler les peines qui étaient encourues par la société dans cette affaire. En l'espèce, l'exploitant était aussi le dirigeant d'une Société par Actions Simplifiées (SAS), détenue à 100 % par une Société Anonyme (SA), société elle-même détenue à 95 % par une Société À Responsabilité Limitée (SARL) dont l'exploitant est actionnaire à 95 %. L'article L. 173-8 du Code de l'environnement prévoit bien la possibilité de sanctionner les personnes morales reconnues pénalement responsables pour tous les délits prévus par le Code de l'environnement et dans les conditions fixées à l'article 131-38 du Code pénal concernant l'amende encourue. Selon ce dernier, le maximum de l'amende applicable aux personnes morales est égal au quintuple de celui prévu pour les personnes physiques par la loi qui réprime l'infraction.

En droit positif, la société encourait donc une peine d'amende cinq fois supérieure à la peine d'amende encourue par l'exploitant. Il faut ici souligner que le droit interne devra évoluer sur ce point lorsque la France aura transposé la directive du 11 avril 2024<sup>9</sup>. Parmi les

---

2019, n° 6, comm. 109 ; FUCINI, Sébastien, *Dalloz actu.*, 16 mai 2019).

<sup>9</sup>. Dir. (UE) 2024/1203 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection

## Droit de l'environnement

évolutions introduites, les États membres devront en effet garantir que le montant maximal des amendes encourues « n'est pas inférieur à 5 %<sup>10</sup> ou 3 %<sup>11</sup> du chiffre d'affaires mondial total réalisé par la personne morale, soit au cours de l'exercice financier précédant celui au cours duquel l'infraction a été commise, soit au cours de l'exercice financier précédant celui au cours duquel la décision d'imposer l'amende a été prise ». Si les États ne choisissent pas cette méthode de calcul, ils devront alors prévoir que les infractions concernées soient punies d'un montant minimal de 40 ou de 24 millions d'euros selon les cas<sup>12</sup>. Dans un avenir qui dépendra de la date de transposition de la directive par la France, certaines infractions environnementales devront donc prévoir ces montants minimums de peines principales encourues pour les personnes morales.

### B) Le nombre important des autres peines encourues

**La généralité de l'article prévoyant les peines complémentaires encourues par les personnes physiques** - L'article L. 173-7 du Code de l'environnement prévoit que « *les personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent Code encouruent également, [quatre types de peines complémentaires]* ». L'absence

---

de l'environnement par le droit pénal et remplaçant les directives 2008/99/CE et 2009/123/CE, 11 avril 2024, *JOUE*, 30 avril 2024.

<sup>10</sup>. *Ibid.*, article 7, § 3, a), i).

<sup>11</sup>. *Ibid.*, article 7, § 3, b), i).

<sup>12</sup>. *Ibid.*, article 7, § 3, a), ii) ; article 7, § 3, b), ii).

## Droit de l'environnement

de précisions sur les infractions environnementales concernées par ces possibilités est intéressante (ce sont toutes les infractions du Code de l'environnement) mais elle pose en pratique des questions d'articulation avec le Code pénal.

La première peine complémentaire prévue à l'article L. 173-7 1° du Code de l'environnement est la possibilité pour le juge d'imposer « *l'affichage ainsi que la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du Code pénal* ». L'article 131-35 du Code pénal précise les modalités d'application de certaines peines, c'est-à-dire celles prévues par les articles 131-1 à 131-18 du même Code relatifs aux peines criminelles<sup>13</sup>, correctionnelles<sup>14</sup>, contraventionnelles<sup>15</sup> et aux « *peines complémentaires encourues pour certains crimes ou délits* »<sup>16</sup>. Aucun de ces articles ne prévoit par exemple la peine complémentaire de l'affichage ou de la diffusion de la condamnation pour les contraventions. Or, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a déjà rappelé à plusieurs reprises que la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion de la décision de condamnation ne peut être prononcée que si un texte l'a expressément mentionnée<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup>. Art. 131-1 et 131-2 C. pénal.

<sup>14</sup>. Art. 131-3 à 131-9 C. pénal.

<sup>15</sup>. Art. 131-12 à 131-18 C. pénal.

<sup>16</sup>. Art. 131-10 et 131-11 C. pénal.

<sup>17</sup>. Cass., crim., 9 mars 2016, pourvoi n° 14-88.126. Toutefois, si une personne physique a commis plusieurs délits et contraventions, les juges « *ne sont pas tenus, lorsqu'ils en ordonnent l'affichage par extraits, de le restreindre aux seuls chefs de condamnation pour lesquels cette peine complémentaire est prévue* » (Cass., crim., 7 nov. 2006, pourvoi n° 06-81.087).

## Droit de l'environnement

La deuxième peine complémentaire prévue à l'article L. 173-7 2° du Code de l'environnement est la possibilité pour le juge d'imposer « *la confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction, ou de la chose qui en est le produit direct ou indirect, dans les conditions prévues à l'article 131-21 du Code pénal* ». L'articulation entre les articles L. 173-7 2° du Code de l'environnement et 131-21 du Code pénal engendre certaines difficultés puisque le premier vise les personnes physiques coupables des infractions prévues par le Code de l'environnement (indépendamment de la gravité des peines) alors que le second prévoit que « *la peine complémentaire de confiscation est encourue dans les cas prévus par la loi ou le règlement. Elle est également encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an, à l'exception des délits de presse* ». D'une part, certains délits ne sont pas concernés « de plein droit » et, d'autre part, faut-il en déduire que, pour les contraventions, seul un règlement peut spécialement prévoir la possibilité pour la juridiction de prononcer ce type de peine ? Si tel était bien le cas, il faudrait se reporter à la partie réglementaire du Code de l'environnement pour déterminer si cette peine complémentaire pourrait être prononcée pour la contravention donnée<sup>18</sup>.

L'article L. 173-7 3° du Code de l'environnement prévoit, quant à lui, la possibilité de prononcer l'immobilisation « *du véhicule, du navire, du bateau, de l'embarcation ou de l'aéronef dont le condamné s'est*

---

<sup>18</sup>. Cf., par exemple, art. R. 332-80, al 2, C. env.

## Droit de l'environnement

*servi pour commettre l'infraction, s'il en est le propriétaire »* pendant une durée qui ne peut excéder un an. La question de l'articulation avec le Code pénal se pose encore mais en des termes différents puisque le Code de l'environnement n'y effectue aucun renvoi explicite. Les dispositions générales du Code pénal prévoient cependant que l'immobilisation de certains véhicules concerne les peines criminelles et délictuelles<sup>19</sup> et, pour les peines contraventionnelles, seules celles de la cinquième classe peuvent être concernées dans un délai qui ne peut excéder six mois<sup>20</sup>.

Enfin, le 4° de l'article L. 173-7 du Code de l'environnement effectue de nouveau des renvois au Code pénal en prévoyant la possibilité de prononcer « *l'interdiction d'exercer l'activité professionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, pour une durée qui ne peut excéder cinq ans, dans les conditions prévues aux articles 131-27 à 131-29 du Code pénal* ». Seuls les crimes et les délits sont visés par l'article 131-27 du Code pénal.

Les différentes rédactions qui viennent d'être exposées ne sont pas anodines pour les praticiens confrontés au droit pénal de l'environnement. Certains juristes conseillent d'ailleurs de ne pas se fier à la généralité des termes de l'article L. 173-7 du Code de l'environnement<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup>. Art. 131-10 C. pénal.

<sup>20</sup>. Art. 131-14 2° C. pénal.

<sup>21</sup>. GUIHAL, Dominique, ROBERT, Jacques-Henri, FOSSIER Thierry. *Droit répressif de l'environnement*. Éd. Economica (5ème), p. 155.

## Droit de l'environnement

**L'évolution récente de l'article prévoyant les autres peines encourues par les personnes morales** - L'article L. 173-8 du Code de l'environnement prévoit que « *les personnes morales reconnues pénalement responsables [...] des infractions délictuelles prévues par le présent Code encouront* [également neufs types de peines] ». Les délits sont ainsi les seuls concernés. Sans prétendre à l'exhaustivité, peuvent être prononcées les peines déjà évoquées pour les personnes physiques, à savoir la confiscation<sup>22</sup>, l'affichage ou la diffusion de la condamnation<sup>23</sup>. Il est important de relever l'évolution introduite par la loi « climat » du 22 août 2021<sup>24</sup> qui a modifié la rédaction de l'article L. 173-8 précité en y ajoutant deux renvois au Code pénal, et donc deux nouvelles possibilités pour le tribunal judiciaire de prononcer des peines complémentaires.

Le premier renvoi au Code pénal ajouté par la loi « climat » est la possibilité pour le juge de prononcer la peine de dissolution de la personne morale si elle a été créée ou détournée de son objet pour commettre les faits incriminés<sup>25</sup>. La personne morale fera ainsi l'objet d'une liquidation judiciaire mettant fin à son existence<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup>. Renvoi de l'art. L. 173-8 C. env. au 8° l'art. 131-39 C. pénal.

<sup>23</sup>. Renvoi de l'art. L. 173-8 C. env. au 9° de l'art. 131-39 C. pénal.

<sup>24</sup>. Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, *JORF*, n° 0196 du 24 août 2021.

<sup>25</sup>. Art. 131-39 1° C. pénal. Pour le cas du détournement de son objet, il doit s'agir d'un crime ou d'un délit puni en ce qui concerne les personnes physiques d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans.

<sup>26</sup>. Art. 131-45 C. pénal.

## Droit de l'environnement

Cette nouvelle possibilité s'ajoute aux peines qui pouvaient être déjà prononcées à l'encontre des personnes morales comme, par exemple, la « *fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés* »<sup>27</sup>.

Le second renvoi au Code pénal ajouté par la loi « climat » est la possibilité pour le juge de prononcer la peine d' « *interdiction, pour une durée de cinq ans au plus de percevoir toute aide publique attribuée par l'État, les collectivités territoriales, leurs établissements ou leurs groupements ainsi que toute aide financière versée par une personne privée chargée d'une mission de service public* ». Cette peine vient s'ajouter aux possibilités plus anciennes de prononcer à l'égard de la personne morale des peines d'exclusion des marchés publics<sup>28</sup> ou d'interdiction de procéder à une offre au public de titres financiers à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus<sup>29</sup>.

Ces deux évolutions introduites par la loi « climat » ne constituent pas une singularité du droit français (et ce dernier devra lui aussi évoluer sur d'autres points). En effet, la directive du 11 avril 2024 impose aux États membres que toutes les obligations d'incriminer et de sanctionner visées aux articles 3 et 4 de la directive « soient passibles de sanctions ou de mesures supplémentaires, qui

---

<sup>27</sup>. Renvoi de l'art. L. 173- 8 C. env. au 4° de l'art. 131-39 C. pénal.

<sup>28</sup>. Art. 131-39 5° C. pénal. Pour une application récente, cf. Cass., crim., 28 janvier 2025, pourvoi n° 24-91.153.

<sup>29</sup>. Art. 131-39 6° C. pénal.



## Droit de l'environnement

comprennent notamment [...] », l'exclusion du bénéfice d'un avantage ou d'une aide publics<sup>30</sup> ; le retrait des permis et autorisations d'exercer des activités ayant abouti à la commission de l'infraction<sup>31</sup> ; le placement sous surveillance judiciaire<sup>32</sup>, etc.

Il existe dès lors une diversité d'autres peines que les peines d'emprisonnement et d'amende encourues par les personnes physique et morale qui ont été reconnues responsables d'avoir commis des infractions prévues par le Code de l'environnement comme c'est le cas dans l'affaire commentée ici. Au-delà de cette diversité de peines encourues, c'est la proportionnalité des peines prononcées par les juges qui doit aussi retenir l'attention.

### II) La proportionnalité des peines prononcées à l'encontre de la personne physique et morale

Si la culpabilité de l'exploitant et de la société n'a pas été réexaminée par la Cour d'appel de Rennes (car il y a eu un désistement de l'appel sur ce point), la proportionnalité des peines prononcées a été vivement discutée. La Cour d'appel de Rennes a infirmé le jugement du Tribunal correctionnel de Brest en abaissant les peines principales prononcées à l'égard de l'exploitant et de la société. Elle a, en revanche, confirmé le jugement concernant les autres peines prononcées.

---

<sup>30</sup>. Dir. (UE) 2024/1203, *op. cit.* note 9, art. 7, § 2, b).

<sup>31</sup>. *Ibid.*, art. 7, § 2, (e).

<sup>32</sup>. *Ibid.*, art. 7, § 2, (f).

**Droit de l'environnement**

**A) L'abaissement des peines principales prononcées**

Le 29 juin 2023, le Tribunal correctionnel de Brest n'a pas condamné l'exploitant à une peine d'emprisonnement mais à une peine d'amende de 20 000 euros dont la moitié avec sursis pour les quatre délits précités dont il a été reconnu coupable<sup>33</sup>. La personne morale a, quant à elle, été condamnée à une amende de 200 000 euros dont la moitié avec sursis. L'exploitant a demandé que la Cour d'appel de Rennes infirme ce jugement en ce qu'il ne serait pas motivé de manière satisfaisante sur les peines prononcées. Le 17 octobre 2024, la Cour d'appel a en ce sens infirmé le jugement du Tribunal correctionnel de Brest en condamnant l'exploitant à une peine d'amende de 6 000 euros dont la moitié avec sursis et la société à une amende de 150 000 euros dont la moitié avec sursis. Il ne s'agira pas ici de commenter cet abaissement des peines d'amende prononcées mais de souligner certains éléments qui ont été pris en compte par la juridiction d'appel.

De manière classique, la Cour a rappelé que selon l'article 132-1 du Code pénal, dans les limites fixées par la loi, la juridiction doit déterminer la nature, le quantum et le régime des peines prononcées en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale, conformément aux finalités et fonctions de la peine énoncées à l'article 130-1 du Code pénal.

---

<sup>33</sup>. Cf. I. A du présent article.

## Droit de l'environnement

En ce qui concerne les circonstances des infractions et la personnalité de leur auteur, la juridiction d'appel a considéré que la société et son dirigeant « *sont des professionnels aguerris, bénéficiant d'une longue expérience, n'ayant jamais été condamnés auparavant et ils ont effectivement reconnu les faits depuis le début de la procédure tout comme ils ont mis en œuvre certaines mesures correctives rapidement après l'accident afin d'éviter la réitération de tels faits qui ont représenté un coût certain pour l'entreprise* ». Toutefois, si la pollution fait suite à une imprudence<sup>34</sup>, la Cour d'appel considère que « *les conséquences de cette imprudence initiale ont été considérablement majorées par la négligence commise depuis 15 ans portant sur le défaut de remise en état du talus de rétention (qui n'était plus continu) qui était pourtant destiné à faire face à ce type d'accident, certainement pour éviter le coût des travaux qui aurait été moindre s'il avait été fait à temps et pour maximiser les profits* ». Par ailleurs, au 27 septembre 2022, soit plus d'un an après la mise en demeure du préfet de respecter un certain nombre d'obligations réglementaires, l'exploitant n'avait toujours pas couvert la fosse à lisier (il a produit le 13 août 2024 un constat d'huissier démontrant que les travaux avaient tous été effectués). La Cour d'appel a jugé que « *ce retard pour procéder à l'ensemble des travaux présents dans l'arrêté préfectoral montre une certaine inertie de l'exploitant qui a attendu deux ans pour les finaliser [...] et qu'il a tergiversé pour des raisons de coût, les difficultés techniques n'étant pas par ailleurs avérées au vu des pièces produites [...]* ».

---

<sup>34</sup>. Pour plus de précisions sur l'imprudence commise, se reporter au jugement.

## Droit de l'environnement

En ce qui concerne la prise en compte de la situation matérielle, familiale et sociale, la juridiction d'appel s'est fondée non seulement sur le chiffre d'affaires de la société qui a été indiqué par l'exploitant lors de son audition par les gendarmes, mais aussi sur le résultat de la société, notamment pour les années de 2019 à 2022. Les revenus de l'exploitant ont également été pris en compte. Après analyses (il est renvoyé utilement à l'arrêt de la Cour d'appel sur ce point), la juridiction a jugé qu'un « *certain nombre de négligences ont été commises alors que la société avait les ressources pour procéder à la mise aux normes de son installation et réparer le talus de rétention et qu'elle aurait pu répercuter, au moins en partie, le coût des travaux sur le plan fiscal* ». Au vu de l'ensemble de ces éléments, le montant des amendes prononcées a ainsi été abaissé par la Cour d'appel.

### **B) La confirmation des autres peines prononcées**

Aucune peine complémentaire n'a été prononcée à l'encontre de la personne physique dans cette affaire. Toutefois, la Cour d'appel de Rennes a confirmé le jugement du Tribunal correctionnel de Brest concernant la condamnation de la personne morale à deux autres peines que la peine d'amende.

La juridiction de 1<sup>ère</sup> instance avait condamné la société à publier un communiqué dans la presse écrite. Compte tenu de la nature des faits (qualifiés « *d'atteinte grave à l'environnement* » par la Cour), et du retentissement régional de cette affaire, la Cour d'appel de Rennes a confirmé le jugement sur ce point, sauf à préciser que ce communiqué sera rédigé ainsi : « *Le 17 octobre 2024, la 11<sup>ème</sup> chambre des appels correctionnels de la Cour d'appel de Rennes a*

## Droit de l'environnement

*condamné la [société], dont le siège est à [...], à 150.000 euros d'amende dont 75.000 € avec sursis et l'interdiction de percevoir toute aide publique pendant un an pour avoir ; en avril 2021, laissé s'écouler du lisier dans un ruisseau, entraînant notamment une mortalité piscicole et une altération du milieu naturel et pour avoir exploité son installation en violation d'une mise en demeure préfectorale ».*

Comme l'indique le communiqué de presse, la seconde « *autre peine* » qui a été prononcée à l'encontre de la société (et confirmée par la Cour d'appel) est l'interdiction de recevoir toute aide publique pendant une durée limitée. L'interdiction a été prononcée pour une durée d'un an, ce qui correspond en l'espèce (et en l'occurrence aux subventions de la politique agricole acommune – PAC) à un montant de l'ordre de 100 000 euros. Signalons que les textes concernant les modalités d'application de cette peine nécessiteraient d'être précisés par le législateur compte tenu de leur faible qualité rédactionnelle<sup>35</sup>. Par ailleurs, l'arrêt de la Cour d'appel risque d'être cassé concernant l'exécution provisoire de la peine<sup>36</sup>. Toutefois, le prononcé de ce type de peine complémentaire par le juge mérite d'être souligné. Dès 2019, un rapport interministériel indiquait en effet que ce type de peines étaient « *quasiment méconnues des*

---

<sup>35</sup>. Cf. en ce sens LÉOST, RAYMOND, PERRIN Grégoire. Un pollueur de cours d'eau privé d'aides publiques par le juge pénal : une première française en Bretagne. *AJ pénal*, Dalloz, n°1 du 29 novembre 2025, p. 49 ; LAVAINÉ, Mickaël, JEAN, Fred. La mesure de la justice environnementale. *RJE*, 4/2024, p. 913.

<sup>36</sup>. Pour un exemple récent, cf. Cass., crim., 28 janvier 2025, pourvoi n° 24-91.153.

**Droit de l'environnement**

*juridictions françaises » [et étaient] sous-utilisées par les juridictions françaises en matière environnementale alors qu'elles présentent un caractère réellement dissuasif dans la mesure où elles affectent l'activité litigieuse, privée ou professionnelle, du mis en cause [...] »<sup>37</sup>. La possibilité pour les juges, depuis la loi « climat » de 2021, d'interdire à la personne morale de percevoir des aides publiques durant au plus 5 ans mérite donc d'être portée à la connaissance du plus grand nombre.*

---

<sup>37</sup>. Rapport, *Une justice pour l'environnement. Mission d'évaluation des relations entre justice et environnement*, CGEDD n° 012671-01 et IGJ n° 019-19, octobre 2019., p. 69.

## Rédacteurs

- **Le Général d'armée (2S) Marc Watin-Augouard** est ancien directeur du CRGN et fondateur du FIC (Forum InCyber)
- **Claudia Ghica-Lemarchand** est Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris-Est Créteil (Paris-XII)
- **Marc-Antoine Granger** est maître de conférences HDR en droit public à l'Université Côte d'Azur, membre du Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal (CERDACFF) et du conseil d'administration de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD)
- **Jérôme Millet** est administrateur de l'État, docteur en droit, membre du conseil d'administration de l'AFDSD
- **Ysens de France** est docteur en droit, chercheur associé à la Chaire HuNum du CRGN, chargée de mission IA, Service de la Transformation (DGGN)
- **Florence Nicoud** est Professeur de droit public à l'Université Côte d'Azur, membre du CERDACFF, de l'AFDSD et co-directrice du Master II Sécurité Intérieure
- **Loïc Tanty** est docteur en droit, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Tours

*Directeur de publication :*

**Colonel David BIÈVRE**

*Rédacteur en chef :*

**G<sup>al</sup> d'armée (2S) Marc WATIN-AUGOUARD**

*Équipe éditoriale :*

**Odile NETZER**

**Le CRGN n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les articles. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**